PROE
Programme régional océanien de l'environnement

PROTECT PACIFIC WHALES – OCEAN VOYAGERS

Programme de travail et Budget pour 2017

Budget-programme pour 2017

Introduction

Le budget programme a été préparé conformément aux dispositions du Règlement financier du PROE et est exprimé en dollars É.-U. Le Secrétariat propose un budget équilibré, avec des recettes et dépenses estimées à 15 164 886 USD.

Le format pour le budget programme de 2017 est aligné sur les priorités du nouveau Plan stratégique 2011-2015. Il conserve toutefois le format utilisé par le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, qui établit un lien entre les sources de financement et les volets du budget de base et du budget des programmes.

Format du budget programme

Le budget est structuré autour des quatre nouveaux programmes opérationnels du Secrétariat (changement climatique, biodiversité et gestion écosystémique, gestion des déchets et lutte contre la pollution, surveillance et gouvernance environnementales) et de la division Direction générale et services administratifs.

Ses deux principaux volets sont les suivants :

a) le budget de base, qui est essentiellement financé par les contributions des Membres, les frais de gestion des programmes/projets et d'autres sources de financement diverses ; et
b) le programme de travail qui est financé par les contributions des donateurs.

Le Tableau 1 présente un état récapitulatif des recettes et des dépenses totales escomptées.

Le Tableau 2 présente le budget de base. Les recettes du budget de base prévues pour 2017 s'élèvent à 3,24 millions de dollars, soit 3 % de plus qu'en 2016. Les dépenses du budget de base se répartissent comme suit : Direction générale et services administratifs (3,17 M$), appui aux programmes (71 083 $), Changement climatique (17 177 $), Biodiversité et gestion écosystémique (21 753 $), Gestion des déchets et lutte contre la pollution (15 388 $) et Surveillance et gouvernance environnementales (16 765 $).

Le Tableau 3 présente les dépenses du budget de base par type. Les frais de personnel devraient diminuer de 12 % par rapport à 2016. Certains postes financés par le budget de base mais dont les services sont directement liés à la mise en place de programmes sont à présent financés par les fonds pour les programmes.

Le Tableau 4 résume le budget du programme de travail, dont les dépenses s'élèvent à 11,92 millions de dollars soit 4 millions ou 26 % de moins qu'en 2016.

Le Tableau 5 présente les dépenses du budget du programme de travail par type de dépense.

La présentation du budget-programme de 2017 est divisée selon les zones de priorité. Chacune d'entre elle commence par une brève introduction de la nouvelle priorité stratégique, qui définit son but. Elle aborde ensuite les objectifs, cibles, les indicateurs de performance et les activités prévues pour 2017. Ceux-ci correspondent au Plan stratégique du PROE et sont corrélés avec les crédits prévus au budget et les sources de financement identifiées.

Le Plan stratégique est en cours de révision et sera effectif l'an prochain. Cependant, le Plan stratégique 2011-2015 a été prolongé en 2016 et a donc servi de ligne directrice pour l'élaboration du DT&B 2017. Les programmes de travail et le budget ont été établis pour 2017, mais les objectifs et les indicateurs de performance restent les mêmes que ceux du dernier Plan stratégique car ils ne peuvent être modifié tant que le nouveau Plan stratégique n'a pas été approuvé par la 27e Réunion du PROE. Le DT&B 2017 sera revu et actualisé après l'adoption du Plan stratégique 2017-2027 et sera détaillé dans le Plan de mise en place des performances.

Les prévisions budgétaires pour chaque résultat du Plan stratégique sont réparties en trois catégories : frais de personnel, de fonctionnement et d'investissement. Lorsqu'un financement est « À identifier », son inclusion repose sur l'existence d'une relation contractuelle formelle de sorte que la probabilité d'obtenir ce financement en 2017 soit au moins égale à 50 %. Pour

2017, nous avons adopté une approche très conservatrice et n'avons donc pas alloué de montant pour tout financement "à identifier".

La liste des agents et des postes (pourvus, en cours de recrutement, vacants ou non financés) affectés à chaque programme est fournie pour informer les Membres des agents disponibles et des ressources humaines nécessaires à leur bonne exécution, dans la limite des financements disponibles.

Dépenses

La proposition de dépenses pour 2017 est de 15 164 886 USD, moins que le budget approuvé 2016 qui était de 19 095 085 USD, ce qui indique une baisse significative de 3 930 199 USD.

La baisse du budget 2017 par rapport au budget 2016 est principalement due à la conclusion de plusieurs projets antérieurs et en cours, parmi lesquels plusieurs se sont terminés cette année, ou se termineront fin 2016. Nous reconnaissons cependant qu'il ne s'agit que d'une baisse temporaire étant donné que nous prévoyons une augmentation des dépenses après 2017, pour plusieurs projets tels que le ACP-MEA Phase III Project (EU), les German Federal Ministry for Environment BMUB-ICI projects, le GCF project for Coastal Resilience dans le Pacific and the European Union Waste Project.

Recettes

Le budget 2017 est principalement composé de financements de donateurs. Les finances totales disponibles pour 2017 se composent de a) les recettes de base et b) les recettes de programmes de travail. Les recettes totales pour le budget de base sont de a) 3 242 865 USD et les recettes totales pour le budget de programmes de travail sont de b) 11 922 021 venant de partenaires de mise en œuvre et de donateurs via des programmes et des financements de projets. La majeure partie (78,6 %) des recettes prévues pour l'année viendra des donateurs alors que 9,3 % des recettes totales viendra de contributions de membres, notamment des contributions encore échues et des contributions spontanées. Les 12,1 % viennent de procédures internes.

En 2017, le Secrétariat prévoit de toucher 1 075 475 dollars de frais de gestion de programmes, contre 1 487 409 dollars en 2016. Cette baisse est directement liée à la baisse des dépenses générales grâce à l'accomplissement de plusieurs projets en 2016 ou début 2017.

Documents présentés au titre du budget-programme pour 2016

A. État récapitulatif des recettes et des dépenses (tableau 1)
B. Financement du budget de base moins dépenses par programme (tableau 2)
   Financement du budget de base moins dépenses par type de dépense (tableau 3)
C Financement du programme de travail moins dépenses par programme (tableau 4)
D Financement du programme de travail moins dépenses par type (tableau 5)
E Composition des financements
F Barème et allocation des contributions pour 2016
G Présentation détaillée du budget-programme
H Analyse budgétaire détaillée par résultat
I Présentation détaillée du budget de fonctionnement des services dministratifs

Annexes – Diagramme 1 — Dotation budgétaire pour 2014 par Division
Diagramme 2 — Dotation budgétaire pour 2015 par Division
Diagramme 3 — Évolution du budget entre 2002 et 2015

ÉTAT RÉCAPITULATIF DU BUDGET DU PROE 2017

	2016 Budget			Revised 2016 Budget			2017 Budget		
	Base	Programme	Total	Base	Programme	Total	Base	Programme	Total
RECETTES									
RECETTES TOTALES	**3,157,543**	**15,937,542**	**19,095,085**	**3,157,543**	**15,937,542**	**19,095,085**	**3,242,865**	**11,922,021**	**15,164,886**
DÉPENSES									
Direction générale et services administratifs									
Direction générale	959,343	739,313	1,698,656	959,343	739,313	1,698,656	1,037,241	296,984	1,334,225
Services généraux	1,531,490	50,000	1,581,490	1,531,490	50,000	1,581,490	1,649,586	30,000	1,679,586
Information et communications	591,870	319,128	910,998	591,870	319,128	910,998	484,955	327,736	812,691
Direction générale et services administratifs	**3,082,703**	**1,108,441**	**4,191,144**	**3,082,703**	**1,108,441**	**4,191,144**	**3,171,782**	**654,720**	**3,826,502**
Programmes									
Changement climatique	18,500	5,270,882	5,289,382	18,500	5,270,882	5,289,382	17,177	2,976,985	2,994,162
Biodiversité et gestion écosystémique	20,300	3,144,259	3,164,559	20,300	3,144,259	3,164,559	21,753	2,869,857	2,891,610
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	18,020	4,945,417	4,963,437	18,020	4,945,417	4,963,437	15,388	4,344,991	4,360,379
Surveillance et gouvernance environnementale	18,020	1,468,543	1,486,563	18,020	1,468,543	1,486,563	16,765	1,075,468	1,092,232
Total programmes	**74,840**	**14,829,101**	**14,903,941**	**74,840**	**14,829,101**	**14,903,941**	**71,083**	**11,267,301**	**11,338,384**
DÉPENSES TOTALES	**3,157,543**	**15,937,542**	**19,095,085**	**3,157,543**	**15,937,542**	**19,095,085**	**3,242,865**	**11,922,021**	**15,164,886**
EXCÉDENT/DÉFICIT NET	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**

BUDGET DE BASE

	Budget 2016	Budget révisé 2016	Budget 2017	% Change
RECETTES				
Contributions des Membres	1,069,774	1,069,774	1,069,774	0%
Contributions volontaires des Membres		0	53,489	
Contributions supplémentaires des Membres		0		
Arriérés de contribution	50,000	50,000	50,000	0%
Arriéré de contribution volontaires			63,630	
Contributions du pays hôte (Samoa)	20,360	20,360	20,327	0%
Intérêts bancaires	130,000	130,000	130,000	0%
Financement par les bailleurs	150,000	150,000	150,000	0%
Divers	100,000	100,000		-100%
Services de gestion des programmes	1,487,409	1,487,409	1,075,475	-28%
À identifier	150,000	150,000	480,170	220%
Other income			150,000	
RECETTES TOTALES	**3,157,543**	**3,157,543**	**3,242,865**	**3%**
DÉPENSES				
Direction générale et services administratifs	3,082,703	3,082,703	3,171,782	3%
Changement climatique	18,500	18,500	17,177	-8%
Biodiversité et gestion écosystémique	20,300	20,300	21,753	7%
Gestion des déchets et lutte contre la pollution	18,020	18,020	15,388	-17%
Surveillance et gouvernance environnementale	18,020	18,020	16,765	-7%
DÉPENSES TOTALES	**3,157,543**	**3,157,543**	**3,242,865**	**-3%**
EXCÉDENT/DÉFICIT NET	**0**	**0**	**0**	**0%**

Tableau 2 : Budget de base moins dépenses par programme

BUDGET DE BASE

	Budget 2016	Budget révisé 2016	Budget 2017	% Évolution
RECETTES				
Contributions des Membres	1,069,774	1,069,774	1,069,774	0%
Contributions volontaires des Membres		0	53,489	
Contributions supplémentaires des Membres		0	0	
Arriérés de contribution	50,000	50,000	50,000	0%
Arriéré de contribution volontaires	0	0	63,630	
Contributions du pays hôte (Samoa)	20,360	20,360	20,327	0%
Intérêts bancaires	130,000	130,000	130,000	0%
Financement par les bailleurs	150,000	150,000	150,000	0%
Divers	100,000	100,000	0	-100%
Services de gestion des programmes	1,487,409	1,487,409	1,075,475	-28%
À identifier	150,000	150,000	480,170	220%
Autres revenu	0	0	150,000	
RECETTES TOTALES	**3,157,543**	**3,157,543**	**3,242,865**	**3%**
DÉPENSES				
Frais de personnel	2,065,691	2,065,691	1,807,818	-0.12
Dépenses d'investissement	93,500	93,500	91,700	-0.02
Consultance		0	89,667	
Déplacements officiels	159,790	159,790	102,400	-0.36
Dépenses générales et de fonctionnement	557,162	557,162	904,880	0.62
Développement professionnel du personnel	70,000	70,000	70,000	0.00
Manifestations spéciales (Conférence du PROE)	211,400	211,400	176,400	-0.17
Formations et ateliers				
DÉPENSES TOTALES	**3,157,543**	**3,157,543**	**3,242,865**	**3%**
EXCÉDENT/DÉFICIT NET	**0**		**0**	**0**

Tableau 3 : Budget de base moins dépenses par poste de dépense

BUDGET DU PROGRAMME DE TRAVAIL

(montants en dollars É.-U)

	Budget 2016	Budget révisé 2016	Budget 2017
RECETTES			
Financement de programmes			
Australie	2,912,845	2,912,845	2,464,147
NZAid	975,656	975,656	856,972
Financement de projets		0	
Banque asiatique de développement	1,263,653	1,263,653	852,112
Australie		0	83,710
Bureau météorologique Australie			349,695
Union européenne	1,730,645	1,730,645	3,189,696
FAO			2,000
France	83,195	83,195	16,800
GIZ	36,985	36,985	171,605
Gouvernement finlandais	1,482,300	1,482,300	
Gouvernement allemand	1,272,522	1,272,522	1,100,125
Gouvernement sud-coréen	160,641	160,641	
OMI	93,987	93,987	130,717
UICN	140,728	140,728	31,278
Nouvelle-Zélande	1,291,518	1,291,518	331,024
NOAA	35,078	35,078	122,669
Trust PEW			219,636
Pacific Islands Forum Secretariat (PIFS)			163,025
CPS-UE	29,534	29,534	99,432
PNUD-Australie		0	
PNUD-FEM	570,486	570,486	80,719
PNUE-CE	235,238	235,238	
PNUE-FEM	1,792,644	1,792,644	
PNUE	272,152	272,152	1,192,381
USAID	160,500	160,500	
Bureau météorologique britannique	305,300	305,300	199,000
Bureau météorologique mondial	301,528	301,528	79,427
Autres bailleurs	522,650	522,650	185,848
Non garanti	267,757	267,757	
Recettes totales	**15,937,542**	**15,937,542**	**11,922,021**
DÉPENSES			
Changement climatique	5,270,882	5,270,882	2,976,985
Biodiversité et gestion écosystémique	3,144,259	3,144,259	2,869,857
Gestion des déchets et lutte contre la pollu	4,945,417	4,945,417	4,344,991
Surveillance et gouvernance environnemer	1,468,543	1,468,543	1,075,468
Direction générale et services administratif	1,108,441	1,108,441	654,720
Dépenses totales	**15,937,542**	**15,937,542**	**11,922,021**
EXCÉDENT/DÉFICIT NET	**0**	**0**	**0**

Table 4: Programme Budget less Expenditure by Programme Area

BUDGET DU PROGRAMME DE TRAVAIL

(montants en dollars É.-U.)

	Budget 2016	Revised Budget 2016	Budget 2017
RECETTES			
Financement de programmes			
Australie	2,912,845	2,912,845	2,464,147
NZAid	975,656	975,656	856,972
Financement de projets		0	
Banque asiatique de développement	1,263,653	1,263,653	852,112
Australia		0	83,710
Australian Bureau of Metrology			349,695
Union européenne	1,730,645	1,730,645	3,189,696
FAO			2,000
France	83,195	83,195	16,800
GIZ	36,985	36,985	171,605
Gouvernement finlandais	1,482,300	1,482,300	
Gouvernement allemand	1,272,522	1,272,522	1,100,125
Gouvernement sud-coréen	160,641	160,641	
OMI	93,987	93,987	130,717
UICN	140,728	140,728	31,278
Nouvelle-Zélande	1,291,518	1,291,518	331,024
NOAA	35,078	35,078	122,669
Trust PEW			219,636
Pacific Islands Forum Secretariat (PIFS)			163,025
CPS-UE	29,534	29,534	99,432
PNUD-Australie		0	
PNUD-FEM	570,486	570,486	80,719
PNUE-CE	235,238	235,238	
PNUE-FEM	1,792,644	1,792,644	
PNUE	272,152	272,152	1,192,381
USAID	160,500	160,500	
Bureau météorologique britannique	305,300	305,300	199,000
Bureau météorologique mondial	301,528	301,528	79,427
Autres bailleurs	522,650	522,650	185,848
À identifier	267,757	267,757	-
Recettes totales	**15,937,542**	**15,937,542**	**11,922,021**
DÉPENSES			
Frais de personnel	4,918,403	4,918,403	4,312,045
Consultance	4,172,419	4,172,419	3,534,650
Frais généraux et de fonctionnement	1,197,751	1,197,751	1,000,329
Frais d'investissement	21,678	21,678	20,778
Déplacements officiels	685,850	685,850	625,697
Formation (y compris ateliers et réunions)	2,270,607	2,270,607	1,244,523
Subventions	2,670,834	2,670,834	1,183,998
Dépenses totales	**15,937,542**	**15,937,542**	**11,922,021**
EXCÉDENT/DÉFICIT NET	**0**	**0**	**0**

Table 5: Programme Budget Income by Donor and Expenses by Expenditure Type

COMPOSITION DES FINANCEMENTS - PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR 2017

	'SOURCES DE FINANCEMENT DU BUDGET	% of Total Budget		TOTALS
I)	**Budget de base**			**1,407,220**
	- Contributions actuelles des Membres	7.1%	1,069,774	
	- Arriérés de contribution	0.3%	50,000	
	- Contributions volontaires des membres	0.4%	53,489	
	- Arriérés de contribution voluntory	0.4%	63,630	
	- Contributions du pays hôte (Samoa)	0.1%	20,327	
	- Autres recettes	1.0%	150,000	
II)	**Autres produits**			**280,000**
	- Intérêts	0.9%	130,000	
	- Autres recettes	1.0%	150,000	
III)	**Services de gestion des programmes**			**1,075,475**
	- Services de gestion des programmes	7.1%	1,075,475	
IV)	**Financement externe**			
	A). Financement bilatéral			**3,875,323**
	Australie			
	- Gouvernement australien - extrabudgétaire	16.2%	2,464,147	
	- Gouvernement australien - hors extrabudgétaire	0.6%	83,710	
	France			
	- Gouvernement français	0.1%	16,800	
	Japon			
	Nouvelle-Zélande			
	- NZAID extrabudgétaire	5.7%	856,972	
	- NZAID hors extrabudgétaire	2.2%	331,024	
	É.-U.			
	- USAID	0.0%		
	- NOAA	0.8%	122,669	
	B). Financement multilatéral			**7,860,849**
	- Banque asiatique de développement	5.6%	852,112	
	- Bureau météorologique Australie	2.3%	349,695	
	- Union européenne	21.0%	3,189,696	
	- Organisation pour l'alimentation et l'agriculture / FEM	0.0%	2,000	
	- Gouvernement finlandais			
	- Gouvernement sud-coréen			
	- GIZ	1.1%	171,605	
	- Gouvernement allemand	7.3%	1,100,125	
	- Organisation maritime internationale	0.9%	130,717	
	- UICN	0.2%	31,278	
	- Trust PEW	1.4%	219,636	
	- Pacific Islands Forum Secretariat (PIFS)	1.1%	163,025	
	- Secrétariat de la Convention de Ramsar		-	
	- République de Chine			
	- CPS-UE	0.7%	99,432	
	- Programme des Nations Unies pour le développement / FEM	0.5%	80,719	
	- Programme des Nations Unies pour l'environnement / CE			
	- Programme des Nations Unies pour l'environnement / FEM			
	- Programme des Nations Unies pour l'environnement	7.9%	1,192,381	
	- Bureau météorologique du Royaume-Uni	1.3%	199,000	
	OMM	0.5%	79,427	
	C). Autres			**185,848**
	- Autres bailleurs	1.2%	185,848	
TOTAL FINANCEMENTS IDENTIFIÉS				14,684,716
TOTAL FINANCEMENTS À IDENTIFIER				480,170
TOTAL PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES				**$15,164,886**

Table 6: Funding Composition for 2017 By Donor

BARÈME ET ALLOCATIONS DES CONTRIBUTIONS DES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2017		
	Barème approuvé du PROE	**Quotes-parts actuelles**
	%	**$**
Samoa américaines	*0.952%*	10,184
Australie	*17.304%*	185,106
Îles Cook	*0.952%*	10,184
États fédérés de Micronésie	*0.952%*	10,184
Fidji	*1.903%*	20,360
France	*12.545%*	134,202
Polynésie française	*1.903%*	20,360
Guam	*1.903%*	20,360
Kiribati	*0.952%*	10,184
Îles Marshall	*0.952%*	10,184
Nauru	*0.952%*	10,184
Nouvelle-Calédonie	*1.903%*	20,360
Nouvelle-Zélande	*12.545%*	134,202
Nioué	*0.952%*	10,184
Mariannes du Nord	*0.952%*	10,184
Palaos	*0.952%*	10,184
Papouasie-Nouvelle-Guinée	*1.903%*	20,360
Samoa	*1.903%*	20,360
Îles Salomon	*1.903%*	20,360
Tokélaou	*0.952%*	10,184
Tonga	*0.952%*	10,184
Tuvalu	*0.952%*	10,184
Royaume-Uni	*12.545%*	134,202
États-Unis d'Amérique	*17.461%*	186,787
Vanuatu	*1.903%*	20,360
Îles Wallis et Futuna	*0.952%*	10,184
Total	***100.000%***	**1,069,774**

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 1 : CHANGEMENT CLIMATIQUE

But : D'ici 2015, tous les Membres auront renforcé leur capacité de riposte au changement climatique en améliorant leurs politiques, en mettant en œuvre des mesures pratiques d'adaptation, en améliorant la résistance des écosystèmes aux impacts du changement climatique et en exécutant des initiatives visant un développement à faible intensité de carbone

Contexte stratégique

Le Plan de travail 2017 s'inspirant toujours du Plan stratégique actuel, la Division charges des questions relatives aux changements climatiques va continuer à se concentrer sur la Priorité 1 en appuyant les priorités nationales en matière de changement climatique dans le cadre des objectifs et plans de développement durable. En 2017, le PROE continuera à coordonner les actions relatives aux changements climatiques au niveau régional via des collaborations et des partenariats efficaces avec le CORP et les parties prenantes importantes ainsi que via l'apport d'assistance technique ciblée et un soutien aux Membres qui se base sur les cibles clés des changements climatiques durant la dernière année du Plan stratégique actuel.

Les activités prévues pour 2017 comprennent :

- La finalisation des outils généraux pour Kosrae et Tuvalu par le biais du PPCR, Fonds spécial pour le climat via la BasD ;
- Avec le même programme que ci-dessus, continuer à gérer le Mécanisme de soutien technique régional (RTSM) et déployer TA en réponse à la requête des Membres.
- Des partenariats avec l'OMM via le Partenariat PacMetDesk en soutien au CMP, au NMS, et aux services pour le climat de la région ;
- Le soutien du NOAA et de l'IOC pour les systèmes d'observation des océans ;
- Un partenariat entre la Nouvelle-Zélande et le Pacifique pour l'acidification de l'océan;
- Des partenariats avec le gouvernement australien, la DFAT et l'Université de Griffith pour la gestion de l'information climatique (iCLIM) avec le Bureau de Météorologie sur la mise en place du plan de transition COSPPac et le CSIRO sur la diffusion scientifique climatique ;
- Soutenir la mise en œuvre du *Strategy on Climate and Disaster Resilient Development in the Pacific* (SRDP)
- Fournir un soutien pour la communication et la formation pour la CCNUCC et pour ses négociations, notamment en soutenant la mise en œuvre de l'Accord de Paris.
- Soutenir le rôle du PROE en tant qu'IRM au Fonds vert pour le Climat et au Fonds pour l'adaptation ; et
- Mettre en place des programmes de formation pour le PCCC (*Pacific Climate Change Centre*).

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette Division :

Name	Position
Netatua PELESIKOTI	Directrice de la division Changement climatique
Vacant	Secrétaire de la Directrice/Assistante de division
Espen RONNEBERG	Conseiller en changement climatique
Diane MCFADZIEN	Conseillère en adaptation au changement climatique
Tagaloa COOPER	Conseillère en coordination sur le changement climatique (en collaboration avec la CPS)
Azarel MARINER	COSPPac Communication and Capacity Building Officer
Salesa NIHMEI	Spécialiste de la météorologie et de la climatologie
Makelesi GONELEVU	Spécialiste de la gestion des connaissances
Siosinamele LUI	COSPPac Traditional Knowledge Officer
Priscilla OLANO	Assistant technique — Portail océanien sur le changement climatique
Andrea VOLENTRAS	Responsable du projet PPCR
Aaron BUNCLE	Spécialiste de l'intégration du PPCR
Satui BENTIN	Spécialiste du mécanisme régional de soutien technique du PPCR
Vacant	Spécialiste de l'approvisionnement pour le PPCR
Tommy MOORE	Coordinateur du Système mondial d'observation de l'océan dans les îles du Pacifique
Sunny SEUSEU	Coordinateur des services de prévision climatique (CliPSCo)
Michinobu AOYAMA	Spécialiste du changement climatique du Pacifique
Alexandra MONTRONO	Peace Corp Volunteer
Sela Soakai-SIMAMAO	COSPPac Admin Officer
Philip MARSDEN	Climate Information and knowledge Specialist (GIZ)

Composante : **CC1 – Mise en œuvre de mesures d'adaptation**

BUT : **Aider les Membres à élaborer et mettre en œuvre des mesures appropriées d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe**

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
CC1 : Mise en œuvre de mesures d'adaptation **CC1.1 – Stratégie : Aider les Membres à élaborer et mettre en œuvre des mesures appropriées d'adaptation et de réduction des risques de catastrophe**				
C1.1.1 L'adaptation au changement climatique, y compris les approches écosystémiques, est intégrée dans les politiques, stratégies et plans nationaux et sectoriels et mise en œuvre grâce à des dispositions institutionnelles coordonnées bénéficiant d'environnements favorables à tous les niveaux et dans tous les secteurs ; les activités d'adaptation et d'atténuation sont intégrées pour éviter tout effet délétère sur les écosystèmes.	1.1.1.1 Au moins 10 ÉTIO ont intégré l'adaptation au changement climatique, y compris les approches écosystémiques, et la réduction des risques dans leurs stratégies nationales de développement durable (SNDD), ou leurs équivalents, et des ressources ont été mobilisées en vue de leur mise en œuvre	• Nombre de Membres ayant intégré l'adaptation au changement climatique dans leurs stratégies nationales de développement durable et dans leurs cadres d'orientation nationaux.	1. Ateliers d'évaluation participative des outils d'intégration, pour les peaufiner et en améliorer l'utilisation continue ; 2. Rationaliser les outils de gestion des connaissances créés et les diffusés auprès des membres du PROE 3. Atelier régional du PPCR	**Sous Total – 512,754** Frais de personnel: **97,733** | Frais de fonctionnement: **415,021** | Frais d'investissement: **-** Source de financement **ADB 409,719** **AUXB 51,773** **Prog. Support 1,546** **SPC 49,716**
	1.1.1.2 D'ici 2015, les enseignements des efforts d'adaptation déployés dans la région — y compris dans le cadre du Projet océanien d'adaptation au changement climatique (PACC) — auront été documentés dans tous les pays participants et reproduits dans d'autres secteurs dans au moins cinq pays participant à ce projet.	• Nombre de Membres ayant documenté les enseignements du PACC et d'autres initiatives.	1. Au moins 2 pays insulaires du Pacifique ont établi des propositions de projets fructueuses pour le Fonds vert pour le climat, le Fonds pour l'adaptation et d'autres donateurs, sur la base des enseignements tirés de la PACC et de l'USAI, ainsi que d'autres projets du PROE.	**Sous Total – 86,567** Frais de personnel | Frais de fonctionnement | Frais d'investissement
		• Nombre de Membres ayant reproduit ces enseignements dans d'autres secteurs.	1. Au moins deux propositions d'adaptation ont été mises en place en partenariat avec des pays insulaires du Pacifique, grâce aux enseignements tirés des projets de la PACC et de l'USAID dans d'autres secteurs.	**85,671** | **897** | **-** Source de financement **AUXB 35,477** **Prog. Support 1,374** **SPC 49,716**
CC1.2 – Strategy: Improve cooperative partnerships and engagement of all relevant regional and international stakeholders and strengthen coordinated action on reducing risks of climate change impacts consistent with the revised Pacific Islands Framework for Action on Climate Change, in support of national initiatives and priorities.				
C1.1.2 Initiatives et activités régionales sur le changement climatique bien coordonnées, cohérentes et menées en partenariat	1.1.2.1 D'ici 2015, tous les projets d'adaptation seront conformes aux objectifs régionaux approuvés	• Évaluation satisfaisante de la coordination des activités d'adaptation • Nombre des mécanismes de coordination régionaux.	1. Tenue d'une table ronde fructueuse relative aux changements climatiques (PCCR) 2. Soutien dans la mise en place du FRDP et du PRP, Soutien au Sous-comité exécutif relatif aux changements climatiques et à la gestion des risques de catastrophe du WARD et du CROP	**Sous Total – 505,652** Frais de personnel | Frais de fonctionnement | Frais d'investissement **49,740** | **455,912** | **-** Source de financement **ADB 442,393** **AUXB 61,713** **Prog. Support 1,546**

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
		• Systèmes de gestion régionaux et efficaces en place pour appuyer la réalisation des projets.	1. Gestion et administration du site Web du Mécanisme régional d'appui technique 2. Appui technique du Mécanisme à 7 pays membres 3. Promotion du mécanisme pour en garantir la durabilité au-delà du 1er juin 2017	
C1.1.3 Le financement et l'aide technique offerts par les partenaires de développement dans le domaine du changement climatique sont coordonnés et harmonisés afin de maximiser les avantages pour les Membres.	1.1.3.1 D'ici 2015, les ressources consacrées à l'adaptation auront sensiblement augmenté ; augmentation des fonds décaissés et du nombre de projets mis en œuvre.	• Augmentation en pourcentage des financements annuels consacrés à l'adaptation par rapport au niveau de 2010. • Augmentation en pourcentage du nombre annuel de projets d'adaptation mis en œuvre par rapport au niveau de 2010.	1. Au moins 2 pays insulaires du Pacifique ont accès à des fonds d'adaptation par l'entremise du Fonds vert pour le climat **1.** Au moins 2 pays insulaire du Pacifique ont accès à un financement d'adaptation par l'entremise du Fonds vert pour le climat ou du Fonds pour l'adaptation	**Sous-total – 69,520** Frais de personnel: **57,343**; Frais de fonctionnement: **12,177**; Frais d'investissement: **-** Source de financement **AUXB** **67,974** **Prog. Support** **1,546**
CC2 : Amélioration de la capacité, des connaissances et de la compréhension du changement climatique et de la réduction des risques **CC2.1 – Stratégie : Développer et renforcer les capacités d'exécution de programmes de recherche appliquée, d'observation et de surveillance météorologiques pour améliorer la compréhension, la sensibilisation et les applications de riposte ciblée au changement climatique et de réduction associée des risques de catastrophes**				
C1.2.1a Capacités d'adaptation et de réduction des risques renforcées et processus décisionnels et actions fondés sur un système intégré mis en œuvre grâce à une meilleure compréhension des tendances, prévisions et impacts du changement climatique et des phénomènes extrêmes	1.2.1.1 D'ici 2015, au moins 10 Membres auront renforcé leur capacité institutionnelle et disposeront des compétences régionales et nationales nécessaires pour utiliser les informations sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe lors de la prise de décision et de l'élaboration de politiques éclairées.	• Le nombre de membres dont les politiques se fondent sur les informations relatives aux changements climatiques et à la gestion des risques de catastrophe	1. Au moins 4 pays insulaires du Pacifique entament leur processus de communication sur l'adaptation prévu au titre de l'Accord de Paris, 2. Collaboration avec la CNCAP et le Secrétariat du Forum des îles du Pacifique pour appuyer les SMNH des îles Cook, des États fédérés de Micronésie des Fidji, de Kiribati, des îles Marshall, de Nauru, de Nioué, des Palaos, de Papousie-Nouvelle-Guinée, des Samoa, des îles Salomon, des Tonga, du Tuvalu et du Vanuatu afin de renforcer leurs capacités en matière de prévisions climatiques 3. Formation régionale organisée dans le cadre de l'atelier sur la prediction climatique saisonnière (ROK-PI CLIPS) 4. Création du nouveau programme scientifique ADAPT en collaboration avec Climate Analytics	**Sous total – 203,660** Frais de personnel: **112,610**; Frais de fonctionnement: **91,050**; Frais d'investissement: **-** Source de financement **AU** **47,113** **PF** **155,001** **Prog. Support** **1,546**
C1.2.1b Applications de la gestion du changement climatique et des risques améliorées dans les pays et territoires insulaires océaniens grâce à la collecte, à l'analyse et au partage systématiques des informations en tenant compte des situations sociales et économiques et des connaissances traditionnelles	1.2.1.2 D'ici 2011, élaboration d'un portail sur le changement climatique et exécution d'au moins cinq programmes de sensibilisation et stratégies de communication pour faciliter l'échange d'information dans les principaux secteurs.	• L'état d'avancement du portail sur les changements climatiques • Le nombre de programmes de sensibilisation et de communication relatifs aux changements climatiques mis en place	1. Création du nouveau programme scientifique ADAPT en collaboration avec Climate Analytics 1. Activités de renforcement des capacités et de sensibilisation du PPOA aux Fidji, à Kiribati, au Tokélaou et au Vanuatu 2. Outils de sensibilisation créés et diffuses dans le cadre du projet IMPACT	**Sous Total – 133,161** Frais de personnel: **92,253**; Frais de fonctionnement: **40,908**; Frais d'investissement: **-** Source de financement **AUXB** **18,753** **GI** **72,125** **NX** **40,909** **Prog. support** **1,374**

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
C1.2.1c Prestation de services météorologiques régionaux adéquates afin d'assurer l'accès en temps utile à des informations météorologiques et océanographiques de qualité	1.2.1.3 Toutes les priorités de la Stratégie météorologique pour les îles du Pacifique (PIMS) sont mises en œuvre	• Proportion des recommandations issues de l'examen des services météorologiques régionaux mises en œuvre.	1. Organisation de la Quatrième Réunion du Conseil météorologique du Pacifique (CMP-4), 2. Organisation de la Deuxième Réunion ministérielle du Pacifique sur la météorologique dans les îles Salomon, 3. Appui au groupes du CMP sur le climat, sur les océans et les mers, la formation l'éducation et la recherché, l'aviation et la communication et l'infrastructure, 4. Organisation de la réunion du Comité consultatif de PI-GOOS 5. Appui et coordination de l'atelier sur le renforcement des capacités du DBCP	**Sous total – 225,046** Frais de personnel: **91,529**; Frais de fonctionnement: **133,517**; Frais d'investissement: **-** Source of Funding AUXB 42,932 Aust. Bureau of Metrology 53,118 NOAA 41,545 PIFS 8,024 World Metrology 79,427
	1.2.1.4 D'ici 2015, au moins 14 services météorologiques nationaux auront amélioré l'accès aux outils et aux connaissances scientifiques appliquées sur les moteurs du climat océanien et les prévisions en la matière et se seront dotés de bases de données nationales sur le climat et les catastrophes naturelles projections; and have installed and implemented national climate and disaster databases	• The number of national meteorological services with national climate and disaster databases. • Niveau de soutien visé pour les services météorologiques nationaux.	1. Rester en contact avec les 14 SMNH de la région concernant leur base de données CLiDE 1. Les activités relatives à la haute atmosphère des services météorologiques du Tuvalu et des Kiribati sont menées avec l'appui technique et financier du Fonds Pacifique 2. Examen de la SMIP 3. Élaboration de la Stratégie régionale sur les services climatiques 4. Tenir 6 Forums en ligne sur les prévisions climatiques (OCOF) 5. Appuyer les travaux sur la connaissance traditionnelle dans les îles Salomon, à Nioué et au Vanuatu 6. Atelier regional sur SCOPIC 7. Un appui sera fourni aux îles Salomon, au Vanuatu, au Tonga, à la Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Fidji pour entretenir Smartmet et SmartArlet **8.** Fournir des documents d'orientation à l'intention de la Croix Rouge concernant les prévisions climatiques saisonnières	**Sous Total –658,070** Frais de personnel: **331,200**; Frais de fonctionnement: **323,870**; Frais d'investissement: **3,000** Source de financement **AUXB 79,994** **Australia Bureau of Metrology 296,577** **NOAA 81,124** **PIFS 1,374** **United Kingdom Met Office 199,000**
CC2.2 – Strategy:	**Develop and implement coordinated education and awareness programmes and communication strategies across the region to enhance the capacity of Members to address climate change issues.**			
C1.2.2 Les Membres ont amélioré leur prise de conscience du problème et leur capacité à répondre aux impacts du changement climatique	1.2.2.1 D'ici à 2015, au moins 14 pays ont mené à bien et documenté 2 initiatives de renforcement de leur résilience.	• Nombre d'initiatives durables et concrètes d'adaptation et d'atténuation sur le terrain.	1. Activités d'adaptation et de contrôle du PPOA sur de sites pilotes aux Fidji, à Kiribati, au Tokélaou et au Vanuatu	**Sous Total – 388,001** Frais de personnel: **24,671**; Frais de fonctionnement: **363,330**; Frais d'investissement: **-** Source de financement

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
				AUXB 31,118 Multi Donor 65,393 NZ XXB 290,116 Prog. support 1,374
CC2.3 – Strategy:	**Support Members to meet their obligations under the UNFCCC and related protocols and processes**			
C1.2.3 Assistance fournie aux ÉTIO en vue des négociations de la CCNUCC et de la mise en œuvre des programmes à l'échelon national.	1.2.3.1 D'ici 2015, participation effective de tous ÉTIO aux principales négociations internationales sur le changement climatique	• Proportion de pays insulaires océaniens participant aux négociations de la CCNUCC.	1. Appui fourni aux pays insulaires océaniens pour les aider à mettre en oeuvre les décisions prises à l'issue de l'Accord de Paris de 2015 (projet IMPACT) 2. Appui fourni aux pays insulaires océaniens pour les aider à assister aux manifestations pertinentes de la CCNUCC, avec des séances de formation technique avancée et un appui technique sur site au SBI et à la COP 23 3. Tenue d'une reunion préparatoire des îles du Pacifique en vue de la COP 23 4. Au moins deux ateliers nationaux de formation aux négociations sont organisés dans des pays insulaires océaniens en amont de la COP 23.	**Sous Total – 130,550** Frais de personnel: **74,318** / Frais de fonctionnement: **56,232** / Frais d'investissement: **-** Source de financement **AUXB 130,550**
	1.2.3.2 Nombre accru de contributions de la région aux travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)	• Nombre de contributions océaniennes au sixième rapport du GIEC.	1. Les contributions des îles du Pacifique sont prises en compte dans le rapport special du GIEC sur l'objectif visant à limiter à 1,5°C l'augmentation de la température.	**Sous Total –12,525** Frais de personnel: **12,525** / Frais de fonctionnement: **-** / Frais d'investissement: **-** Source de financement **AUXB 11,150** **Prog. Support 1,375**
CC3 : **CC3.1 – Stratégie :**	**Contribution à la réduction des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES)** **Promouvoir le développement à faible intensité de carbone en aidant les Membres à mettre en œuvre, en partenariat avec le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique et la Politique énergétique régionale, des mesures d'un bon rapport coût-efficacité sur les énergies renouvelables et le rendement énergétique, des technologies à faible intensité de carbone et un suivi des émissions de GES**			
C1.3.1 Promotion et application de mesures et de technologies d'un bon rapport coût-efficacité en matière de rendement énergétique	1.3.1.1 D'ici 2015, les technologies à haut rendement énergétique seront largement utilisées dans la région	• Le pourcentage de mégawatts-heures économisés et de mégawatts en énergie renouvelable installés, avec les données de 2010 comme référence	1. Au moins 2 projets d'atténuation sont mis en place dans le cadre de l'Initiative de l'énergie durable des PEID ou du Fonds vert pour le climat	**Sous Total – 20,128** Frais de personnel / Frais de fonctionnement / Source de financement
		• Le nombre de meilleures pratiques supplémentaires renseignées et diffusées en 2015, et d'enseignements tirés	1. Poursuite de la diffusion des enseignements tirés du PIGGAREP et de l'Initiative de l'énergie durable des PEID	**20,128** / **-** / **-** Source de financement **AUXB 18,753** **Prog. Support 1,375**
		• Systèmes de gestion des projets régionaux en place	1. Supervision par l'entremise du Groupe de supervision de l'énergie du Pacifique	

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
C1.3.2 Promotion et application de mesures et de technologies d'un bon rapport coût-efficacité en matière d'énergies renouvelables	1.3.2.1 D'ici à 2016, tous les Membres auront mis en œuvre des technologies d'exploitation des énergies renouvelables et seront dotés de plans pour en accroître l'utilisation	• Le nombre de cibles ou de feuilles de route relatives aux énergies renouvelables adoptées en 2015	1. Au moins 2 pays insulaires océaniens reçoivent un appui dans l'établissement de stratégies de développement à faibles émissions à long terme dans le cadre de l'Accord de Paris	**Sous Total – 20,128** Frais de personnel: **20,128** / Frais de fonctionnement: **-** / Source de financement: **-** Source de financement **AUXB 32,108** **Prog. Support 1,480**
		• Le nombre d'études de faisabilité achevées en 2015	1. Au moins 2 pays insulaires océaniens reçoivent de l'appui dans les études de faisabilité menées par leur NDC	
		• Le nombre de Membres mettant en œuvre des technologies d'énergie renouvelable élaborées grâce aux conseils du PROE	1. Au moins 2 pays insulaires océaniens reçoivent un appui pour obtenir des conseils en matière de technologie de la part du CTCN	
		• Systèmes de gestion des projets régionaux en place	1. Supervision assurée par le Groupe de supervision de l'énergie du Pacifique	
C1.3.3 Inventaires de gaz à effet de serre et évaluations des besoins techniques réalisés	1.3.3.1 D'ici 2015, tous les Membres disposeront d'inventaires précis de leurs émissions et d'évaluations de leurs besoins techniques	• Nombre de nouveaux inventaires de GES, et de bases de référence BUR et NDC achevées d'ici 2016.	1. Veuillez vous référer à la cible 1.3.2.1. 2. Fournir une assistance aux pays pour les aider à développer leurs inventaires ou BUR s'il y a lieu.	**Sous Total – 19,591** Frais de personnel: **19,591** / Frais de fonctionnement: **-** / Frais d'investissement: **-** Source de financement **AUXB 18,753** **Prog. Support 1,375**
C1.3.4 Appui fourni pour renforcer la capacité des Membres et sensibilisation aux mécanismes internationaux de compensation des émissions de carbone	1.3.4.1 D'ici à 2016, davantage de pays participent à des programmes de réduction des émissions de carbone.	• Nombre d'autorités nationales désignées établies dans le cadre des nouveaux mécanismes de Paris d'ici 2016.	Non applicable	**Sous Total – 0** Frais de personnel: - / Frais de fonctionnement: - / Frais d'investissement: - Source de financement
		• Capacité, à l'échelle régionale, d'appuyer la mise en œuvre dans les pays qui mènent des activités d'atténuation	1. Supervision assurée par le Groupe de supervision de l'énergie du Pacifique	

TOTAL PRIORITÉ 1		
	Frais de personnel	**$ 1,081,970**
	Frais de fonctionnement	**$ 4,207,414**
	Frais d'investissement	**$-**
	TOTAL GÉNÉRAL	**$ 5,289,384**

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES en USD	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	511,406
	British Bureau of Metrology	242,175
	GIZ	72,125
	NOAA	81,124
	PIFS	74,137
	Programme Support	17,177
	SPC	99,432
Frais de fonctionnement :	ADB	852,112
	AUXB	131,676
	British Bureau of Metrology	104,520
	Multiple Donor	65,393
	NOAA	41,545
	NZXXB	331,024
	PIFS	888,888
	United Kingdom Met office	199,000
	WMO	79,427
Frais d'investissement :	British Bureau of Metrology	3,000
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	2,994,162	

BUDGET ESTIMATES ALLOCATION BY MEMBER COUNTRY	AMOUNT
Cook Islands	3,200
Fiji	147,255
Federated States of Micronesia	45,651
Kiribati	165,955
Republic of Marshall Islands	5,700
Nauru	3,500
New Caledonia	3,500
Niue	3,700
Papua New Guinea	5,500
Palau	2,310,637
Solomon Islands	5,944
Tonga	72,955
Tuvalu	2,900
Vanuatu	139,010
Samoa	75,855
	2,900
TOTAL BUDGET	2,994,162

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 2 : BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

BUT : D'ici 2015, tous les Membres auront amélioré la gestion durable des écosystèmes et de la biodiversité insulaires et océaniques pour le bien des communautés, des modes de subsistance et des objectifs nationaux de développement durable, grâce à une compréhension accrue de la gestion écosystémique et à la mise en œuvre des Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité.

Contexte stratégique

La division Biodiversité et gestion écosystémique : fournira un soutien technique et consultatif aux Membres en vue de la révision et de la mise en œuvre de leurs Plans d'action nationaux et de leurs stratégies pour la biodiversité et leurs équivalents ; contribuera à une meilleure compréhension de la contribution des écosystèmes terrestres et côtiers en bonne santé et bien gérés au développement durable et à la résistance aux impacts ; apportera une assistance technique axée sur l'adaptation écosystémique au changement climatique ; favorisera la conservation et la gestion des espèces menacées et migratrices, et contribuera à la prévention et à la lutte contre les espèces envahissantes. La conservation et la gestion des espèces seront améliorées en encourageant la bonne mise en œuvre des accords internationaux et en appuyant des politiques et programmes régionaux d'un bon rapport coût-efficacité.

Les principales activités prévues pour 2016 comprennent :

Écosystèmes insulaires et océaniques

- Coordonner et gérer la mise en place du GEF Medium Sized Project relatif à la ratification et à la mise en œuvre du Protocole Nagoya
- Continuer à soutenir les travaux de gestion de zones protégées via le Pacific Islands Protected Area Portal (PIPAP), la mise en place de BIOPAMA, la Protected Area Working Groupe of the Pacific Islands Round Table for Nature Conservation (PIRT) et d'autres activités spécifiques au niveau régional ou national, le cas échéant
- Coordonner les travaux du PIRT relatifs au Framework for Nature Conservation and Protected Areas in the Pacific Islands region 2014-2020
- Continuer la mise en œuvre du PEBACC dans les îles Fidji, les îles Solomon et Vanuatu
- Soutenir la mise en œuvre du Pacific Oceanscape par le biais d'un certain nombre d'activités ciblées
- Collaborer avec le WMPC pour réduire les déchets marins et la pollution
- Atténuer les effets de la pêche sur les tortues de mer
- Soutenir la mise en œuvre du CITES et du CMS par le biais d'actions ciblées dans la région
- Coordonner la mise en place du Project Document for the Regional GEF 6 Project "Strengthening national and regional capacities to reduce the impact of invasive alien species on globally significant biodiversity in the Pacific".
- Mettre à jour la Base de données sur les espèces envahissantes pour garantir que les informations régionales soient disponibles pour les membres.
- Conserver à jour la Invasive Battler Resource Base pour garantir que les informations régionales soient disponibles pour les membres.
- Fournir une assistance technique aux membres pour la gestion des espèces envahissantes.

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette Division :

Stuart Chape	Directeur de la division Biodiversité et gestion écosystémique
Easter Galuvao	Conseillère en biodiversité
Warren Lee Long	Conseiller en gestion côtière et marine
David Moverley	Spécialiste des espèces envahissantes
Michael Donohue	Conseiller sur les espèces menacées et migratrices
Juney Ward	Responsable pour la conservation des requins et des raies
Herman Timmermans	Gestionnaire de projet PEBACC
Fred Patison	Responsable pays pour les îles Salomon, PEBACC
David Loubser	Responsable pays pour le Vanuatu, PEBACC
Filomena Serenia	Responsable de projet pour les Fidji, PEBACC
Allan Dan	Responsable de projet pour le Vanuatu, PEBACC
Jilda Shem	Responsable de la communication, PEBACC
Roneel Prasad	Responsable administratif et financier, PEBACC
Amanda Wheatley	Spécialiste des écosystèmes et de la biodiversité
Makerita Atiga	Assistance de Division

Composante : **BEM 1.1 – ÉCOSYSTÈMES OCÉANIQUES ET INSULAIRES**

BUT : **Promouvoir et soutenir la gestion et la conservation des écosystèmes insulaires, côtiers et marins ainsi que la biodiversité unique de la région**

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
BEM1 : **Écosystèmes insulaires et océaniques** **BEM1.1 – Stratégie :** **Promouvoir et soutenir la gestion et la conservation des écosystèmes insulaires, côtiers et marins ainsi que la biodiversité unique de la région**				
B2.1.1 Amélioration de la gestion écosystémique chez les Membres et mise en œuvre de stratégies de conservation pour réduire la perte et la dégradation de la biodiversité et des habitats terrestres et marins, y compris d'accords multilatéraux sur l'environnement et d'initiatives régionales en matière de conservation.	2.1.1.1 Au moins 50 % de tous les Membres exécutent leurs Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité (PANSB) ou leurs équivalents.	• Nombre de Membres exécutant leurs PANSB ou leurs équivalents.	1. Fournir une aide technique à au moins 3 pays membres pour les aider à élaborer des plans de mise en œuvre des SPANB révisés 2. Mettre en œuvre un projet financé par le Fonds vert pour le climat sur l'accès et le partage des avantages	Sous **Total – 465,033** Frais de personnel: **57,920**; Frais de fonctionnement: **403,113**; Frais d'investissement: **4,000** Source de financement **AUXB 47,635** **GIZ 14,560** **NZXB 18,838** **Prog. Support 1,523** **UNEP 382,478**
	2.1.1.2 D'ici 2015, les Membres auront augmenté le nombre ou l'étendue des aires de conservation terrestres et marines dûment gérées par rapport à 2010 et atteint des cibles individuelles ; par exemple, dans le cadre du Programme de travail sur les aires protégées de la Convention sur la diversité biologique (CDB).	• Nombre et étendue des aires de conservation dûment gérées	1. Fournir une aide technique, notamment en mettant en place un mécanisme d'appui régional pour aider les pays membres à appliquer les feuilles de route de l'objectif 11 d'Aichi. 2. Achever l'examen de l'efficacité de la gestion des zones protégées en Papouasie-Nouvelle-Guinée dans le cadre du projet financée par le Fonds vert pour le climat, intitulé *Community-based Forest and Coastal Conservation and Resource Management in the Papua New Guinea (Conservation communautaire des forêts et du littoral et gestion des ressources en PPN)*, et publier et présenter le rapport au Gouvernement papouan-néo-guinéen et aux partenaires 3. Élaborer un projet de concept et mobiliser des financements supplémentaires pour étendre l'application des instruments de surveillance de l'efficacité de la gestion des zones protégées (METT) à d'autres pays insulaires océaniens. 4. Poursuivre le développement des ressources et des instruments du PIPAP (Portail des zones protégées des îles du Pacifique) pour y inclure la communication et le réseautage.	**Sous Total – 134,105** Frais de personnel: **65,643**; Frais de fonctionnement: **65,784**; Frais d'investissement: **2,678** Source de financement **AUXB 81,426** **IGES 3,360** **NZXB 6,600** **UNDP 42,719**

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
	2.1.1.3 Au moins une aire marine protégée (AMP) dûment gérée par chaque pays ou territoire insulaire océanien.	Nombre de Membres gérant une aire marine protégée<	1. Fournir des avis et renforcer les capacités en matière de planification, de gestion et de surveillance des zones marines protégées par l'entremise de projets de planification spatiale marine, tels que MACBIO, Biodiversity Blue Belt, etc. 2. Faciliter l'appui technique aux sites jumeaux de la Mer de Corail (Nouvelle-Calédonie) et au Parc marin des Îles Cook.	**Sous total – 266,059** Frais de personnel: **32,425**; Frais de fonctionnement: **233,634**; Frais d'investissement: **-** Source de financement **AUXB 49,557** **EU 132,894** **GIZ 72,800** **NZXB 10,808**
	2.1.1.4 Au moins une initiative régionale sur le paysage maritime (*Oceanscape*) pleinement opérationnelle	• Nombre d'initiatives régionales sur le paysage océanique pleinement opérationnelles.	1. Assurer la coordination et fournir des conseils techniques à d'autres pays membres pour harmoniser et garantir le succès des projets de planification spatiale marine. 2. Soumettre des propositions au titre du réseau Islands and Oceans Network (IO Net) pour répondre aux priorités stratégiques définies par le Cadre pour le paysage océanique du Pacifique (FPO). 3. Élaborer des propositions pour renforcer les capacités en matière de planification spatiale marine, de gestion des ZMP, de gestion de la barrière de corail et de la gestion du littoral fondée sur l'environnement dans les États membres du SPREP (par exemple *via* le Fonds vert pour le climat, l'Initiative internationale pour le climat (IKI), le FFEM, le FED 11) 4. Donner un aperçu stratégique du comité directeur des projets RESCUE et INTEGRE dans les territoires français.	**Sous Total – 21,617** Frais de personnel: **21,617**; Frais de fonctionnement: **-**; Frais d'investissement: **-** Source de financement **AUXB 21,617**
	2.1.1.5 D'ici 2015, au moins deux nouveaux pays insulaires océaniens auront ratifié la Convention de Ramsar.	• Nombre de pays insulaires océaniens ayant ratifié la Convention de Ramsar.	1. Le Secrétariat de Ramsar s'en charger directement.	**Sous total – 5,404** Frais de personnel: **5,404**; Frais de fonctionnement: **-**; Frais d'investissement: **-** Source de financement **AUXB 5,404**
	2.1.1.6 D'ici 2015, mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides, coordonnée avec tous les partenaires	• Degré de mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides	1. Achèvement de l'inventaire des zones humides pour Wallis-et-Futunua	**Sous Total – 27,609** Frais de personnel: **10,809**; Frais de fonctionnement: **16,800**; Frais d'investissement: **-** Source de financement **AUXB 10,809** **France 16,800**

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
B2.1.2 Adaptation écosystémique au changement climatique (EbA), largement reconnue et utilisée en tant qu'élément clé des mesures d'adaptation au changement climatique.	2.1.2.1 D'ici 2015, cinq exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique mis en œuvre par les Membres.	• Nombre d'exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique en cours de mise en œuvre.	1. Tenir des ateliers de formation et des activités de renforcement des capacités à l'intention des parties prenantes au projet PEBACC aux Fidji, au Vanuatu et dans les Îles Salomon. 2. Renforcer les capacités en matière d'utilisation des outils de prise de décision pour comparer les possibilités d'utilisation des terres 3. Déterminer des mesures et des approches d'adaptation axée sur les écosystèmes dans cinq sites pilotes 4. Élaborer et mettre en œuvre des plans d'application de mesures d'adaptation axée sur l'environnement en partenariat avec des acteurs locaux 5. Appuyer l'élaboration de plans de gestion intégrés de l'écosystème 6. Évaluer les politiques, plans et textes législatifs nationaux aux Fidji, au Vanuatu et aux ïles Salomon pour établir des liens entre les politiques et les mesures d'adaptation 7. Concevoir et élaborer des documents de sensibilisation aux mesures d'adaptation axée sur l'environnement à l'intention de la population 8. Produire des documents de communication sur les mesures d'adaptation à l'intention de divers publics cibles et à plusieurs niveaux, par l'entremise de différents médias 9. Commencer à produire un outil de planification *open source* des mesures d'adaptation axée sur l'environnement 10. Développer le réseau d'apprentissage des consultants d'ESRAM 11. Produire des documents sur les meilleures pratiques pour entreprendre le projet ESRAM.	**Sous total – 1,120,059** Frais de personnel: **462,414** Frais de fonctionnement: **657,645** Frais d'investissement: **-** Source de financement **AUXB** 5,404 **Government of Germany** 1,100,125 **NZXB** 13,008 **Prog support** 1,523
B2.1.3 Amélioration des partenariats de coopération et de l'engagement de toutes les parties prenantes nationales et régionales et renforcement de l'action concertée sur la conservation de la biodiversité, conformément à la Stratégie d'action pour la conservation de la nature, à l'appui des initiatives et priorités nationales	2.1.3.1 Groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels et jouant le rôle de coordinateurs régionaux dans ce domaine	1. Proportion de groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels	1. Organiser la 20e réunion de la Table ronde, apporter l'aide du Secrétariat à la Table ronde, et faciliter la production de rapports sur les progrès relatifs à la mise en œuvre du Cadre pour la conservation de la nature. 2. Entreprendre les dispositions nécessaires à l'examen à mi-parcours du Cadre pour la conservation de la nature et les aires protégées dans la région du Pacifique insulaire 2014-2020. 3. Continuer de présider le Groupe de travail sur les aires protégées et coordonner l'appui pour aider les pays insulaires océaniens à mettre en œuvre l'objectif 11 d'Aichi, notamment en utilisant le PIPAP comme outil d'information et de réseautage. 4. Continuer de co-présider le Groupe de travail sur les espèces dans le cadre des activités de la Table ronde des îles océaniennes.	**Sous Total – 129,811** Frais de personnel: **95,952** Frais de fonctionnement: **33,859** Frais d'investissement: **-** Source de financement **AUXB** 98,301 **GIZ** 11,200 **Multi Donor** 5,779 **NZXB** 13,008 **Prog. Support** 1,523

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
B2.1.4 Le PROE assume son rôle de coordinateur régional pour simplifier les processus des AME et les exigences en matière de rapports	2.1.4.1 Les Membres consacrent moins de temps à la préparation des rapports requis par les AME.	• Nombre d'AME dont les exigences en matière de rapports ont été modifiées pour les Membres océaniens.	1. Fournir un appui aux membres concernant les mesures prises pour donner suite aux decisions de la CdP13 de la CDB et, le cas échéant, organiser une réunion après la CdP pour se pencher en détail sur les décisions de la CdP13.	**Sous Total – 91,520** Frais de personnel: **61,710**; Frais de fonctionnement: **29,810**; Frais d'investissement: **-** Source de financement **AUXB 76,990** **NZXB 13,008** **Prog. Support 1,522**
B2.1.5 Développement des connaissances régionales, étude de la possibilité d'actions régionales sur les écosystèmes océaniques dans les zones internes et externes aux juridictions nationales en association avec les organisations et initiatives régionales et internationales pertinentes, et étude de la faisabilité d'un projet du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur cette question.	2.1.5.1 Recensement du nombre d'aires d'importance écologique ou biologique dans le cadre de la CDB et d'autres organisations et initiatives pertinentes.	• Nombre d'aires d'importance écologique ou biologique (AIEB) recensées.	1. Objectif atteint, poursuite des activités en cours et nouvelles opportunités : 2. Fournir un avis technique et stratégique aux pays membres et par l'entremise du Groupe de travail sur les espèces migratrices sur les questions relatives à la gestion stratégique des océans, aux ODD, aux zones ne relevant pas de la juridiction nationale (ABNJ) et à la biodiversité ne relevant pas de la juridiction nationale (BBNJ). 3. Élaborer une base de données spatiales pour la biorégionalisation marine de la region du Pacifique insulaire. 30 000 EUR du CSIRO Australie (partenaire principal sur la proposition fructueuse de l'IKI) 4. Élaborer des propositions qui renforcent les capacités en matière de gestion intégrée des océans et de la gestion des grandes aires marines protégées des États membres du PROE.	**Sous Total – 25,121** Frais de personnel: **22,921**; Frais de fonctionnement: **2,200**; Frais d'investissement: **-** Source de financement **AUXB 10,809** **NZXB 13,008** **Prog. support 1,305**
BEM2 **BEM2.1 – STRATÉGIE :**	**Espèces menacées et migratrices** **Coordination et soutien régionaux efficaces de la gestion et de la conservation des espèces menacées et migratrices**			
B2.2.1 Enrayement du déclin des populations des principales espèces menacées et migratrices grâce à une planification et une gestion ciblées et à la mise en œuvre active des conventions internationales dans la région	2.2.1.1 Plan d'action régional sur les espèces marines révisé et actualisé en 2012.	• Nombre de Membres exécutant leurs PANSB ou leurs équivalents.	1. Consultation avec des experts en mars/avril 2017 sur l'état et les tendances des requins et des raies proches des côtes de la région du PROE, qui fournira un modèle pour intégrer les requins et les raies dans les plans d'action pour les espèces marines (MSAP) en 2018. 2. Préparer une révision des MSAP en 2017 et, si les ressources financières le permettent, organiser un atelier régional pour élaborer un projet à soumettre à la réunion du PROE en 2017 pour approbation.	**Sub Total – 43,357** Frais de personnel: **38,177**; Frais de fonctionnement: **5,180**; Frais d'investissement: **-** Source de financement **NZXB 22,913** **PEW Trust 20,444**

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
	2.2.1.2 D'ici 2015, ratification par au moins quatre Membres de la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CMS) ou de ses mémorandums d'entente.	• Nombre de nouveaux pays insulaires ayant ratifié la CMS ou ses mémorandums d'entente.	1. Poursuite des efforts pour inviter les membres du PROE à signer la CMS.	**Sous Total – 25,826** Frais de personnel: **16,686**; Frais de fonctionnement: **9,140**; Frais d'investissement: **-** Source de financement **NZXB** **17,801** **Prog Support** **1,305** **PEW** **6,720**
B2.2.2 Intégration des priorités en matière de protection des espèces marines et terrestres dans les stratégies et programmes nationaux, régionaux et internationaux pertinents	2.2.2.1 D'ici 2015, intégration des priorités régionales concernant les espèces dans les politiques et programmes régionaux et internationaux pertinents.	• Nombre de politiques et programmes régionaux ou internationaux élaborés ou actualisés pour intégrer les priorités régionales concernant les espèces	1. Rapport sur l'écotourisme régional préparé. Mesures principales proposées pour l'Année de la baleine, notamment la conférence intitulée « Whales in a Changing Ocean » qui se tiendra aux Tonga (février) et l'atelier sur les zones riches en mammifères marins aux Samoa. 2. Continuer de collaborer avec la Commission des pêches du Pacifique occidental et central pour atténuer les prises accessoires de requins et de tortues et pour réduire la pollution marine en veillant davantage à ce que les navires de pêche respectent la Convention MARPOL	**Sous Total – 35,154** Frais de personnel: **19,954**; Frais de fonctionnement: **15,200**; Frais d'investissement: **-** Source de financement **NZXB** **27,874** **PEW** **7,280**
	2.2.2.2 D'ici 2015, élaboration et mise en œuvre de deux plans régionaux et quatre plans nationaux de reconstitution des espèces.	• Nombre de plans de reconstitution des espèces mis en œuvre.	1. Collaborer avec les Membres le cas échéant pour élaborer des plans de rétablissement ou de gestion, en particulier pour les requins et les raies	**Sous Total – 16,646** Frais de personnel: **9,146**; Frais de fonctionnement: **7,500**; Frais d'investissement: **-** Source de financement **NZXB** **9,366** **PEW** **7,280**
	2.2.2.3 Mise en œuvre d'une législation nouvelle ou actualisée concernant les espèces sauvages	• Nombre de lois nouvelles ou actualisées concernant les espèces sauvages	1. Collaborer avec les Membres le cas échéant, notamment sur les sanctuaires ou les moratoires mis en place pour protéger les requins et les raies	**Sous total –26,289** Frais de personnel: **21,320**; Frais de fonctionnement: **4,969**; Frais d'investissement: **-** Source de financement **NZXB** **9,366** **Prog. Support** **1,305** **PEW** **4,480**

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
B2.2.3 Maintenance et utilisation de la base de données sur la recherche et le suivi des tortues marines (TREDS) pour contribuer à leur conservation aux échelons national et régional.	2.2.3.1 Adoption par les Membres de la base de données TREDS	• Nombre de Membres utilisant la base de données TREDS	1. Rendre la base de données TREDS plus ergonomique	**Sous total – 14,313** Frais de personnel: **12,133** / Frais de fonctionnement: **2,200** / Frais d'investissement: **-** Source de financement **NZXB 13,008** **Prog. Support 1,305**
B2.2.4 Status of threatened and endangered species is continually reviewed and updated as a key part of regional biodiversity monitoring	2.2.4.1 By 2015, status reviews of threatened species completed, resulting in a regional assessment of how much the decline in species has been arrested	• État d'avancement de l'évaluation régionale du statut des espèces menacées ; effet sur l'enrayement du déclin de ces espèces.	1. Consultation d'experts pour examiner l'état et les tendances des requins et des raies présents à proximité des côtes dans la région du PROE 2. Campagne en faveur de la tortue caret avec WWF et des partenaires régionaux 3. Programme CTI avec WWF et TNC si le Gouv. australien accepte l'offre 4. Le programme d'atténuation des prises accessoires du FED 11 devrait être opérationnel en 2017/18	**Sous Total – 24,064** Frais de personnel: **21,259** / Frais de fonctionnement: **2,805** / Frais d'investissement: **-** Source de financement **NZXB 22,759** **Prog. Support 1,305**
B2.2.5 Les pays insulaires océaniens qui ne l'ont pas encore fait ratifient la Convention sur le commerce des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), mettent en place des lois de protection de ces espèces, reçoivent une formation appropriée et élaborent des lois modèles	2.2.5.1 D'ici 2015, ratification de la Convention CITES par au moins quatre nouveaux pays insulaires océaniens	• Nombre de nouveaux Membres ayant ratifié la Convention CITES	1. Financer adéquatement le poste de représentant de la CITES basé au PROE 2. Soutenir les Parties du Pacifique insulaire, notamment les Tonga, désormais Parties à la CITES	**Sous Total – – 35,604** Frais de personnel: **19,954** / Frais de fonctionnement: **15,650** / Frais d'investissement: **-**
	2.2.5.2 Formation des responsables scientifiques terminée en vue de la mise en œuvre de l'article 4 de la CITES (avis de commerce non préjudiciable).	• Nombre d'agents formés pour mettre en œuvre l'article 4 de la CITES	1. Formations à l'intention des responsables des douanes, des pêches et autres à Kiribati et aux Samoa sur l'identification des parties de corps de requins et de raies.	Source de financement **NZXB 34,428** **PEW 1,176**
	2.2.5.3 Élaboration d'un modèle de plan de gestion pour les coraux, les dauphins et d'autres espèces marines	1. État d'achèvement du modèle de plan de gestion de la CITES pour les coraux, les dauphins et les autres espèces marines	1. Soumission des études des Îles Salomon à l'Initiative Darwin pour soutenir le plan de gestion du dauphin du Gouvernement des Îles Salomon. Inviter les partenaires à soutenir ce plan de gestion par l'entremise de leur plan de gestion de la conservation et, éventuellement, *via* la Commission baleinière internationale	**Sous Total – 181,622** Frais de personnel: **9,146** / Frais de fonctionnement: **172,476** / Frais d'investissement: **-** Source de financement **NZXB 9,366** **PEW 172,256** **Sous Total – 19,095** Frais de personnel: **15,025** / Frais de fonctionnement: **4,070** / Frais d'investissement: **-** Source de financement **NZXB 17,790** **Prog. Support 1,305**

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
BEM3 : Espèces envahissantes **BEM3.1.1 – STRATÉGIE : Fournir un soutien technique, institutionnel et financier aux programmes régionaux sur les espèces envahissantes, en coordination avec d'autres organisations régionales**				
B2.3.1 Menace des espèces envahissantes réduite grâce à l'action publique, la législation, la sensibilisation et la lutte, y compris des mesures régionales et nationales de prévention et de riposte	2.3.1.1 D'ici 2013, les priorités régionales concernant les espèces envahissantes seront recensées suite à une analyse des lacunes des Directives pour la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique et les organismes membres du Partenariat océanien sur les espèces envahissantes prendront des mesures concertées en conséquence, en collaboration avec les Membres	• État d'avancement de l'analyse des lacunes et de la mise en œuvre de ses recommandations	1. Mettre à jour la base de données régionale sur les espèces envahissantes et faire part des lacunes aux membres. 2. Coordonner le Partenariat sur les espèces envahissantes du Pacifique (PIP) et travailler avec les membres pour appuyer les priorités identifiées par la base de données régionale sur les espèces envahissantes. 3. Achever le plan d'action 2017-2018 du PIP et en faire rapport à la Table ronde des îles du Pacifique pour la conservation de la nature.	**Sous Total – 31,933** Frais de personnel: **20,201**; Frais de fonctionnement: **11,732**; Frais d'investissement: **-** Source de financement **NZXB 31,933**
	2.3.1.2 D'ici 2015, cinq nouveaux Membres seront dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes gérés par des comités nationaux	• Nombre de Membres s'étant dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes	1. Aider un membre à créer une stratégie et un plan d'action nationaux ou territoriaux sur les espèces envahissantes.	**Sous Total – 10,698** Frais de personnel: **10,698**; Frais de fonctionnement: **-**; Frais d'investissement: **-** Source de financement **NZXB 9,393** **Prog. Support 1,305**
	2.3.1.3 D'ici 2015, adoption de l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes dans cinq États ou Territoires insulaires océaniens	• Nombre d'ÉTIO utilisant l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes	1. Le cas échéant, renforcer les capacités des membres à évaluer les risques.	**Sous total – 9,393** Frais de personnel: **9,393**; Frais de fonctionnement: **-**; Frais d'investissement: **-** Source de financement **NZXB 9,393**

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
B2.3.2 Partenariat océanien sur les espèces envahissantes et Réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes (PILN) maintenus en tant que mécanismes régionaux permanents de coordination, de renforcement des capacités et de surveillance, et collaboration dans ce domaine entre les organismes régionaux pertinents.	2.3.2.1 D'ici 2015, tous les États et Territoires insulaires océaniens seront membres du PILN.	• Nombre d'ÉTIO devenus membres du PILN	1. Mettre en oeuvre les mesures réalisables déterminées à la 4e reunion du Réseau d'apprentissage sur les espèces envahissantes du Pacifique (PILN). 2. Fournir quatre questions de la lettre d'informations du réseau PILN, « Soundbites ». 3. Contribuer à la mise en place d'équipes du réseau PILN à Nauru, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Îles Cook et Chuuk le cas échéant. 4. Promouvoir la création d'un groupe de travail sous-régional sur les espèces envahissantes pour la Polynésie.	**Sous total – 12,113** Frais de personnel: **12,113** / Frais de fonctionnement: **-** / Frais d'investissement: **-** Source de financement **NZXB 10,808** **Prog support 1,305**
B2.3.3 Intégration des espèces envahissantes dans les programmes de sensibilisation du public, les programmes d'éducation formelle et permanente et les campagnes de marketing social.	2.3.3.1 D'ici 2015, de bons exemples de campagnes de sensibilisation et d'éducation adaptés aux besoins de la région auront été mis en place.	• Nombre de campagnes de sensibilisation et d'éducation achevées dans le Pacifique.	1. Utiliser le concours scolaire "Stop the Little Fire Ant" pour sensibiliser davantage le public à cette problématique.	**Sous Total – 21,506** Frais de personnel: 21,506 / Frais de fonctionnement: - / Frais d'investissement: - Source de financement **NZXB 20,201** **Prog support 1,305**
B2.3.4 Nette amélioration de la compréhension des impacts économiques des espèces envahissantes	2.3.4.1 D'ici 2013, une étude pilote aura été réalisée pour démontrer les coûts économiques réels et potentiels d'espèces envahissantes spécifiques et les avantages économiques d'interventions efficaces.	• Achèvement d'une étude de cas pilote sur les coûts économiques des espèces envahissantes.	1. Diffuser des informations sur le coût économique des espèces envahissantes.	**Sous Total – 15,504** Frais de personnel: **15,504** / Frais de fonctionnement: **-** / Frais d'investissement: **-** Source de financement **NZXB 15,504**
	2.3.4.2 D'ici 2014, une campagne de marketing social aura été réalisée afin de promouvoir l'importance politique des enjeux relatifs aux espèces envahissantes et d'accroître les financements qui y sont consacrés.	• Campagne de marketing social sur espèces envahissantes réalisée.	1. Diffuser des informations sur la création de campagnes de commercialisation sociale	**Sous Total – 6,002** Frais de personnel: **6,002** / Frais de fonctionnement: **-** / Frais d'investissement: **-** Source de financement **NZXB 4,697** **Prog support 1,305**

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
B2.3.5 Amélioration des informations sur le statut et la répartition des espèces envahissantes, et les méthodes objectives de définition des priorités, pour étayer les mesures de lutte menées dans la région.	2.3.5.1 D'ici 2015, existence de signes tangibles d'une coordination régionale améliorée pour le partage de l'information sur la situation et la répartition des espèces envahissantes.	• Coordination régionale permettant le partage d'informations sur les espèces envahissantes.	1. Entretenir la *Invasive Battler Resource Base* pour garantir l'accès des membres à des informations régionales	**Sous Total – 19,705** Frais de personnel: **19,705** / Frais de fonctionnement: **-** / Frais d'investissement: **-** Source de financement **NZXB** **18,400** **Prog support** **1,305**
	2.3.5.2 Un grand projet sur les espèces envahissantes inclus dans le programme du FEM-5.	• Inclusion d'activité d'une valeur de plusieurs millions d'USD dans le programme du FEM-5.	2. Coordonner l'élaboration du projet de document pour le projet régional du FEM 6 intitulé« Strengthening national and regional capacities to reduce the impact of invasive alien species on globally significant biodiversity in the Pacific » (*Renforcer les capacités nationales et regionals pour réduire l'incidence des espèces exotiques envahissantes sur la biodiversité d'importance mondiale du Pacifique)*	**Sous total – 14,090** Frais de personnel: **14,090** / Frais de fonctionnement: **-** / Frais d'investissement: **-** Source de financement **NZXB** **14,090**
B2.3.6 Importance accrue accordée dans la région à l'éradication des espèces envahissantes et à la lutte biologique aux fins de gestion de ces espèces.	2.3.6.1 - D'ici 2015, des projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication auront été menés dans le cadre du programme de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable et d'initiatives complémentaires	• Nombre de projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication mis en œuvre	1. Favoriser l'utilisation d'outils de biocontrôle et d'éradication pour renforcer la résilience des écosystèmes du Pacifique insulaire. 2. Apporter un appui technique aux membres en matière de gestion des espèces envahissantes.	**Sous Total – 53,494** Frais de personnel: **33,794** / Frais de fonctionnement: **19,700** / Frais d'investissement: **-** Source de financement **NZXB** **52,189** **Prog support** **1,305**

TOTAL PRIORITÉ 2	**Frais de personnel**	**$1,171,732**
	Frais de fonctionnement	**$1,713,200**
	Frais d'investissement	**$ 6,678**
	TOTAL GÉNÉRAL	**$2,891,610**

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (USD)	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	319,893
	Govt. of Germany	444,679
	NZXB	365,523
	Programme support	21,753
	PEW Trust	19,884
Frais de fonctionnement :	AUXB	88,059
	European Union	132,894
	Govt. of France	16,800
	GIZ	98,560
	Govt. of Germany	655,446
	IGES	3,360
	Multiple donor	5,779
	NZXB	94,032
	PEW	199,752
	UNEP	382,478
	UNDP	42,719
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	**2,891,610**	

BUDGET ESTIMATES ALLOCATION BY MEMBER COUNTRY	AMOUNT
Cook Islands	6000
Fiji	199,345
Federated States of Micronesia	6,000
French Polynesia	20,000
Kiribati	84,300
Republic of Marshall Islands	12,000
New Caledonia	60,000
Nauru	12,000
Niue	16,000
Papua New Guinea	49,350
Palau	6,000
Regional	1,955,339
Solomon Islands	186,416
Tokelau	
Tonga	16,500
Tuvalu	12,000
Vanuatu	181,860
Wallis and Futuna	24,000
Samoa	44,500
TOTAL BUDGET	**2,891,610**

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 3 : GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

But du programme : **Objectif du programme : Améliorer les capacités des pays et territoires insulaires océaniens à gérer les questions liées à la pollution et aux déchets**

Contexte stratégique

La gestion de la pollution et des déchets continuera d'être une priorité pour le PROE en 2017 car les déchets et la pollution contribuent fortement à la dégradation des écosystèmes de la région et aux coûts socioéconomiques qui entravent le développement durable. Par le biais du Pacific Regional Waste and Pollution Management Strategy 2016-2025 (Cleaner Pacific 2025), le PROE continuera d'aider les pays à lutter contre la pollution et à gérer les produits chimiques dangereux et les déchets en leur fournissant des conseils et un appui technique.

Le Cleaner Pacific 2025 adopté lors de la 26e Réunion du PROE et la Table ronde Clean Pacific inaugurale en juillet 2016 serviront de lignes directrices pour les interventions de 2017 et les suivantes, et aideront à informer et à guider les donateurs sur les priorités regionals pour une potentielle aide. Cela aiguillera également la prochaine phase de la JICA Regional Technical Cooperation Project in solid waste management (JPRISM 2). De plus, la collaboration active et forte entre le PROE et la JICA devrait se poursuivre à l'avenir pour garantir des améliorations dans la gestion des déchets solides dans la région. Cela aidera aussi à la mise en place du EU funded EDF11 Integrated Waste and Pollution management waste project (PacWaste 2) qui devrait débuter en 2018. Le PROE continuera à aider les pays insulaires du Pacifique en collaboration avec l'Organisation maritime international (OMI) et en partenariat avec la maritime metropolitan counterparts such as the Australian Maritime Safety Authority (AMSA), la marine française, la Maritime New Zealand, et les garde-côtes des États-Unis pour répondre aux risques de pollution marine et aux gestion d'urgence et de pollution. Des mécanismes et des stratégies de gestion des conséquences environnementales et économiques de la pollution marine dans la région continueront à être mis en place en 2017 en activant les fonctions du PROE en tant que nodule régionale pour les déchets marins, en association avec le CSORP, le GGGI, l'UNEP et l'Université d'Auckland.

L'impact de la gestion des déchets dangereux sera également un point clé dans la région grâce au soutien continu fourni via les programmes PacWaste et GEFPAS.

Cela permettra une meilleure gestion des déchets issus du secteur des soins de santé, des déchets électriques et électroniques (E-wastes), de l'amiante, et des produits chimiques stockés. Le programme GEFPAS continuera également à fournir des mécanismes pour mieux gérer les huiles usées dans la région et fournira également des formations et des cours de qualité dans la gestion des déchets solides et dangereux pour les gérants de déchets des îles du Pacifique. En 2017, une révision du Pacific régional Centre for the Waigani and Basel Conventions optimisera la coordination entre les services de gestion de la région et continuera à mettre en place le partenariat déjà en cours avec le BCRC de Pékin pour une meilleure gestion des déchets dangereux dans la région. Le PROE va également continuer à chercher des manières d'augmenter les financements ciblés pour une meilleure gestion des déchets dans la région.

Les activités prévues pour 2016 comprennent notamment :

- Début de la mise en œuvre de la Regional Waste and Pollution Management Strategy (Cleaner Pacific 2025) et engagement avec le JICA pour aider à l'exécution du programme J-PRISM 2.
- Mise en œuvre des conclusions du Inaugural Clean Pacific Roundtable for improved waste management donor coordination mechanism for the région par le biais de plusieurs groupes de travail.
- Achèvement du texte de projet EDF11 PacWaste 2 pour qu'il débute en 2018 et suite des projets EDF10 PacWaste et GEFPas
- Soutien aux pays et territoires insulaires du Pacifique dans la mise en œuvre ou la modification de politiques nationales solides de gestion, des lignes directrices et des stratégies pour la gestion des déchets solides et de la priorité accordée aux matières dangereuses, notamment les déchets venant du secteur des soins de santé et d'amiante et les batteries à l'acide de plomb usages.
- Soutien continu et formation pour une meilleure approche de la gestion des déchets et des sujets liés à la pollution au niveau national, notamment des formations dans des conventions régionales et internationales.
- Facilitation de la mise en œuvre de stratégies nationales de gestion des déchets en collaboration avec des partenaires tels que le BCRC Pékin, la JICA, l'Union européenne, le programme Integre et le Pacific Regional Infrastructure Forum (PRIF).
- Soutien aux pays insulaires du Pacifique pour améliorer la gestion des huiles usées et les déchets marins ainsi que leurs sources.

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette Division :

Frank GRIFFIN	Conseiller en gestion des déchets dangereux
Ma Bella GUINTO	Conseiller en gestion des déchets solides
Anthony TALOULI	Conseiller en pollution
Stewart WILLIAMS	Directeur du programme PacWaste
Elizabeth VANDERBRUG	PacWaste Programme Officer
Lusiana RALOGAIVAU	Coordinatrice des projets du FEM
Amber CARVAN	Responsable communication, projet PacWaste
Tim HARTLEY	PacWaste Solid Waste Project Officer
Faailo MAIUU	Secrétaire du Directeur de la Division
	Marine Litter Intern

Composante : WMPC1 – Modification des comportements

But : Minimiser la pollution et gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux grâce à l'éducation et à la communication

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
WMPC1 : Modification des comportements **WMPC1.1 – Stratégie : Aider les Membres à élaborer des lois, règlements et instruments financiers qui favoriseront la modification des comportements pour minimiser la pollution et gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux grâce à l'éducation et à la communication.**				
W3.1.1 - Sensibilisation accrue des populations insulaires océaniennes au besoin de gérer efficacement les déchets et les produits chimiques dangereux et de lutter contre la pollution pour réduire le volume de détritus et améliorer la santé de l'environnement.	3.1.1.1 D'ici 2015, augmentation de la part des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés par tous les Membres.	• Proportion des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés	1. Fournir un appui technique pour améliorer la gestion de l'amiante, des déchets d'équipements électriques ou électroniques et des déchets et des déchets d'activités de soin (PacWaste) produits dans la région. 2. Fournir un appui technique pour améliorer le recyclage des déchets d'équipements électriques ou électroniques produits dans la région, notamment en mettant en place un réseau régional de recycleurs (PacWaste). 3. Fournir un meilleur appui technique pour la gestion des déchets verts. 4. Fournir un appui technique pour améliorer la gestion des déchets produits par les catastrophes aux Fidji, au Vanuatu et aux Tuvalu. 5. Aider les Samoa et la République des Îles Marshall à élaborer une stratégie nationale de gestion des déchets et de la pollution. 6. Élaborer des propositions regionals pertinentes au titre du FED 11 7. Poursuivre la mise en œuvre de la Stratégie décennale de gestion des déchets et de la pollution dans la région du Pacifique 2016-2025 (Cleaner Pacific 2025) 8. Achèvement du Plan de travail 2018-2019 du Centre regional du Pacifique, harmonisé avec la stratégie Cleaner Pacific 2025 et avec le plan de travail de la division 9. Organisation et tenue fructueuse de la reunion du CCST et de la CdP de la Convention de Waigani 10. Coordination de la reunion de la CdP à la Convention de Nouméa aux Samoa 11. Entreprendre des campagnes pédagogiques et de sensibilisation à l'échelle régionale sur les déchets	**Sous Total – 2,866,427** Frais de personnel: **259,730** Frais de fonctionnement: **2,602,197** Frais d'investissement: **4,500** Source de financement AUXB 125,656 AUXXB 70,070 EU 2,352,892 FAO 2,000 Multi donor 13,090 NZXB 87,078 Prog. Support 2,616 UNEP 213,024

<table>
<tr><th>Objectifs pour 2017</th><th>Cibles</th><th>Indicateurs</th><th>Activités prévues pour 2017</th><th>Prévisions budgétaires USD</th></tr>
<tr><td></td><td></td><td></td><td>dangereux (amiante, déchets d'équipements électriques ou électroniques, déchets d'activités de soin) par l'entremise du programme PacWaste.
12. Terminer l'étude sur la gestion des huiles usées en Papouasie-Nouvelle-Guinée.
13. Mettre en oeuvre de meilleures pratiques en matière de gestion des huiles usées dans 11 pays insulaires océaniens.
14. Achever les textes législatifs nationaux relatifs aux huiles usées dans 11 pays insulaires océaniens.</td><td></td></tr>
<tr><td></td><td>3.1.1.2
D'ici 2015, amélioration de la qualité des eaux côtières et réduction du nombre d'incidents de pollution chez au moins cinq Membres insulaires.</td><td>• Qualité des eaux côtières et nombre d'incidents de pollution.</td><td>1. Maintenir et appuyer les analyses en cours et suivre les initiatives relatives aux débris marins et les recommandations formulées dans le rapport GEN-6.
2. Maintenir et appuyer les initiatives communautaires en cours concernant la gestion des déchets marins.
3. Élaborer de nouvelles initiatives communautaires de gestion des déchets marins.
4. Terminer l'étude sur les incidences potentielles de l'ingestion de plastiques pour les poisons.
5. Fournir une aide technique à la demande pour la creation de zones maritimes particulièrement vulnérables dans la region.</td><td>Sous Total – 41,667
Frais de personnel: 36,167 | Frais de fonctionnement: 5,500 | Frais d'investissement: -
Source de financement
AUXB 39,052
Prog support 2,616</td></tr>
<tr><td></td><td>3.1.1.3
Exécution de programmes de minimisation des déchets fondés sur les principes du refus, de la réduction, de la réutilisation et du recyclage, lors de cinq manifestations sportives ou culturelles régionales importantes, et large diffusion des enseignements.</td><td>• Nombre de programmes de minimisation des déchets mis en œuvre lors de manifestations importantes.</td><td>1. Élaborer des lignes directrices regionals sur la gestion des déchets</td><td>Sous Total – 76,417
Frais de personnel: 35,517 | Frais de fonctionnement: 40,900 | Frais d'investissement: -
Source de financement
EU 47,804
NZXB 5,006
UNEP 23,607</td></tr>
<tr><td></td><td>3.1.1.4
Kit de communication sur la gestion des déchets élaboré d'ici 2012 et utilisé par au moins cinq ÉTIO d'ici 2014.</td><td>1. État d'achèvement des kits de communication sur la gestion des déchets ; nombre de Membres utilisant ces kits.</td><td>1. Élaborer un ensemble d'outils de communication régionaux pour la gestion des déchets dangereux</td><td>Sous Total – 72,792
Frais de personnel: 20,039 | Frais de fonctionnement: 52,753 | Frais d'investissement: -
Source de financement
EU 53,209
IMO 11,883
UNEP 7,700</td></tr>
</table>

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
	3.1.1.5 Exécution et suivi de programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution par certains Membres d'ici 2013.	• Nombre de Membres ayant mis en œuvre des programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution.	1. Contribuer à la mise en place de la phase 2 du projet J-PRISM 2. Contribuer à la mise en œuvre de la politique des Tuvalu en matière de déchets (projet bilatéral avec l'UE) 3. Fournir un appui à un pays atoll du Pacifique pour améliorer les pratiques de gestion des déchets (République des Îles Marshall, PacWaste) 4. Créer le Centre de coordination des technologies maritimes pour mettre en place des transports à faibles émissions dans la région. 5. Achever le programmed pilote de compostage du Nioué (GEFPAS) 6. Achever le programme de soins de santé de Kiribati (GEFPAS & PacWaste) 7. Achever les projets pilotes relatifs au programme de gestion des contenants de pesticides aux Samoa, aux Tonga et aux Fidji (GEFPAS).	**Sous Total – 305,715** Frais de personnel: **82,888**; Frais de fonctionnement: **222.827**; Frais d'investissement: **-** Source de financement **AUXB 13,283** **EU 277,776** **Prog support 2,616** **UNEP 12,040**
WMPC2 : Connaissances, données, planification et recherche **WMPC2.1 – Stratégie : Aider et encourager les pays membres à collecter, analyser, interpréter et diffuser des données sur les déchets, les produits chimiques dangereux et la pollution pour en améliorer la gestion d'ici 2015. Stratégie quinquennale de renforcement de la législation environnementale au niveau national, axée sur les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets.**				
W3.2.1 Stratégies et plans détaillés de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution reposant sur des données techniques fiables recueillies pour les Membres et actions prioritaires mises en œuvre d'ici 2015.	3.2.1.1 Méthodes standard de collecte, stockage, analyse et interprétation des données de pollution et de gestion des déchets en place, diffusées et utilisées par au moins six ÉTIO.	• État d'achèvement des méthodes standard d'analyse de la pollution et de gestion des déchets.	8. Contribuer à la mise en place de la phase 2 du projet J-PRISM 9. Contribuer à la mise en œuvre de la politique des Tuvalu en matière de déchets (projet bilatéral avec l'UE) 10. Fournir un appui à un pays atoll du Pacifique pour améliorer les pratiques de gestion des déchets (République des Îles Marshall, PacWaste) 11. Créer le Centre de coordination des technologies maritimes pour mettre en place des transports à faibles émissions dans la région. 12. Achever le programmed pilote de compostage du Nioué (GEFPAS) 13. Achever le programme de soins de santé de Kiribati (GEFPAS & PacWaste) 14. Achever les projets pilotes relatifs au programme de gestion des contenants de pesticides aux Samoa, aux Tonga et aux Fidji (GEFPAS).	**Sous Total – 115,518** Frais de personnel: **83,598**; Frais de fonctionnement: **31,920**; Frais d'investissement: **-** Source de financement AUXB 24,279 EU 51,053 NZX 24,369 B Prog support 2,616 UNEP 13,200
		• Nombre de Membres utilisant les méthodes standard.	1. Aider 4 pays insulaires océaniens à créer des méthodes normalisées de gestion des déchets dangereux.	

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
	3.2.1.2 Augmentation du nombre d'articles pertinents publiés dans des revues, actes et autres publications scientifiques régionales et internationales	• Nombre d'articles publiés sur la pollution et la gestion des déchets dans le Pacifique	1. Finaliser le rapport de pays du Pacifique sur l'état de la mise en oeuvre des 3R en Asie et dans le Pacifique (à paraître) 2. Finaliser le document d'information sur la transformation des déchets en énergie. 3. Mettre régulièrement à jour les sections relatives à PacWaste, GEFPAS et à la WMPC sur le site Web du PROE. 4. Produire, mettre à jour, publier et diffuser des documents de communication relatifs aux projets PacWaste et GEFPAS et à la Division WMPC. 5. Publier au moins 4 articles sur la gestion des déchets dangereux dans la lettre d'informations CRCB-Chine. 6. Mettre en lumière les questions relatives à la gestion des déchets et de la pollution dans la lettre d'informations PROE-Tok. 7. Publier et diffuser deux numéros de la lettre d'informations de Waste Line.	**Sous Total – 135,663** Frais de personnel: **86,163** Frais de fonctionnement: **49,500** Frais d'investissement: **-** Source de financement **AUXB 13,283** **EU 67,874** **NZXB 5,006** **UNEP 49,500**
	3.2.1.3 Tour d'horizon régional de la gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de la lutte contre la pollution publié d'ici 2015.	• État d'achèvement du tour d'horizon régional de la gestion des déchets, des produits chimiques et de la pollution	1. Affiner les indicateurs portant sur les déchets et la pollution grâce à la stratégie « Pacifique plus propre 2025 » et aux projets PacWaste et GEFPAS.	**Sous Total – 12,791** Frais de personnel: **12,791** Frais de fonctionnement: **0** Frais d'investissement: **0** Source de financement **AUXB 7,785** **NZXB 5,006**
WMPC3 : Renforcement des capacités et conseils en matière de bonnes pratiques **WMPC3.1 – Stratégie Recenser et combler les déficits de capacités des Membres pour permettre la mise en œuvre d'activités de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution d'ici 2015**				
W3.3.1 Capacité des Membres sensiblement augmentée d'ici 2015 en matière d'élaboration et de mise en œuvre de programmes et activités de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution.	3.3.1.1 Analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution achevée en 2011 et révisée en 2015, en association avec d'autres travaux comme ceux réalisés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).	• État d'achèvement de l'analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux.	1. Élaborer des propositions pertinentes au titre du FED 11. 2. Analyser la PIDOC (Base de données des îles océaniennes sur les activités de développement des capacités) 3. Fournir un avis et un appui techniques à 6 pays insulaires océaniens sur la gestion des huiles usées. 4. Fournir un appui technique à 4 pays insulaires océaniens pour les aider à évaluer leurs besoins en matière de gestion des déchets dangereux.	**Sous Total – 87,504** Frais de personnel: **10,504** Frais de fonctionnement: **77,000** Frais d'investissement: **0** Source de financement **AUXB 5,498** **NZXB 5,006** **UNEP 77,000**

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
	3.3.1.2 Au moins une activité régionale mise en œuvre d'ici 2012 pour combler les déficits de capacités des Membres.	• Nombre d'activités régionales mises en œuvre pour combler les déficits de capacités des Membres concernant les déchets et la pollution.	1. Élaborer une stratégie régionale de gestion des déchets produits lors de catastrophes. 2. Contribuer à la simplification de l'analyse, du suivi et de l'évaluation des coûts et des bénéfices pour améliorer la gestion des déchets 3. Organiser des formations sur la collecte, la gestion et la diffusion de données. 4. Organiser une consultation régionale sur la stratégie régionale relative aux déchets métalliques. 5. Fournir un avis et un appui technique aux pays insulaires océaniens pour les aider à mener des études biologiques de base dans les ports à haut risque. 6. Fournir une aide technique pour mettre en œuvre les décisions prises lors des conférences et des réunions régionales sur la pollution marine (ORRT, PMTA, PPA).	**Sous Total – 111,824** Frais de personnel: **6,442** Frais de fonctionnement: **105,382** Frais d'investissement: **-** Source de financement **AUXB 11,834** **UNEP 99,990**
	3.3.1.3 Cinq modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution identifiés et diffusés à tous les Membres et au moins un modèle reproduit chez certains Membres d'ici 2015	• Nombre de modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution diffusés. • Nombre de modèles reproduits	1. Élaborer et diffuser les informations relatives aux meilleures pratiques en matière de gestion de l'amiante, des déchets électroniques, médicaux, chimiques, des huiles usagées, des déchets marins et du mercure. 2. Fournir un soutien et une assistance techniques à quatre pays insulaires océaniens pour les aider à reproduire les modèles de meilleures pratiques les plus utiles et appropriés en matière de gestion des déchets et de lutte contre la pollution.	**Sous Total – 71,339** Frais de personnel: **39,667** Frais de fonctionnement: **31,672** Frais d'investissement: **-** Source de financement AUXB 10,996 EU 57,880 Prog support 2,462
	3.3.1.4 Formation sur les meilleures pratiques de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution proposée à tous les Membres.	• Nombre de directives sur les meilleures pratiques de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution disséminées.	1. Mettre en œuvre une formation aux meilleures pratiques pour assurer une meilleure gestion de l'amiante (PacWaste). 2. Mettre en œuvre une formation aux meilleures pratiques pour assurer une meilleure gestion des déchets d'activités de soins (PacWaste). 3. Mettre en œuvre une formation aux meilleures pratiques pour assurer une meilleure gestion des déchets d'équipement électrique ou électronique (PacWaste). 4. Fournir un appui technique pour actualiser les plans d'urgence nationaux en cas de déversement d'hydrocarbures (NATPLAN) dans deux pays insulaires océaniens.	**Sous total – 402,825** Frais de personnel: **147,363** Frais de fonctionnement: **255,462** Frais d'investissement: **0** Source de financement **AUXB 92,651** **AUXXB 13,640** **EU 148,313** **IMO 118,834** **UNEP 29,387**

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
			5. Fournir un avis et un appui techniques aux fins de l'élaboration et de l'actualisation de textes législatifs relatifs à la prévention nationale de la pollution marine (y compris des nuisibles marins envahissants liés aux navires) dans deux pays insulaires océaniens. 6. Fournir une formation technique à 4 pays insulaires océaniens sur la mise en oeuvre des Conventions de Waigani et de Bâle et des accords multilatéraux sur l'environnement pertinents portant sur les produits chimiques. 7. Publier et diffuser les lignes directrices d'uPOPS Publier et diffuser la boîte à outils de gestion des produits chimiques et le Manuel de formation aux produits chimiques	
W3.3.2 Les Membres sont mieux équipés pour se préparer et réagir aux sources de pollution marine causées par les navires et pour les éviter.	3.3.2.1 Atteinte des objectifs du Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique 2010-2014 (PACPOL)	• L'évaluation en fin de mise en œuvre de la stratégie confirme que les objectifs du programme PACPOL ont été atteints.	1. Actualiser les plans des installations de réception portuaire pour y inclure celles de ports supplémentaires 2. FOurnir une aide à deux pays insulaires océaniens pour mener une évaluation des risques de déversement marin 3. Mener une évaluation régionale des risques et une analyse coût-bénéfices des navires abandonnées et des épaves p.	**Sous Total – 59,897** Frais de personnel: **48,897** / Frais de fonctionnement: **11,000** / Frais d'investissement: **0** Source de financement **AUXB** **57,435** **Prog support** **2,462**

TOTAL PRIORITÉ 3		
	Frais de personnel	**$869,766**
	Frais de fonctionnement	**$3,486,114**
	Frais d'investissement	**$4,500**
	TOTAL GÉNÉRAL	**$4,360,379**

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES USD	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	316,645
	EU	407,997
	NZXB	100,122
	Prog Support	15,388
	UNEP	29,613
Frais de fonctionnement :	AUXB	85,107
	AUXXB	83,710
	EU	2,648,805
	FAO	2,000
	IMO	130,717
	Multidonor	13,090
	NZXB	31,350
	UNEP	495,834
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	4,360,379	

BUDGET ESTIMATES ALLOCATION BY MEMBER COUNTRY	AMOUNT
Cook Islands	333,892
Fiji	13,798
Federated States of Micronesia	26,898
Guam	5000
Kiribati	97,142
Republic of Marshall Islands	187,476
Nauru	345,051
Niue	119,717
Papua New Guinea	56,938
Palau	49,449
Solomon Islands	93,189
Tonga	531,694
Tuvalu	11,238
Vanuatu	614,885
Samoa	12,319
Regional (includes Salaries)	1,861,693
TOTAL BUDGET	**$4,360,379**

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 4 : SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE

Objectif du programme : D'ici 2015, tous les Membres seront à même d'élaborer et de mettre en œuvre des cadres et processus transparents et rigoureux pour améliorer la gouvernance, la planification et la surveillance environnementales ainsi que les rapports sur l'environnement, et le Secrétariat produira des évaluations périodiques régionales de l'état de l'environnement

La division relative à la surveillance et à la gouvernance environnementale fournira un soutien dans les domaines de développement de capacités : politique; respect des législations, planification, surveillance, rapports et accès aux finances, permettre aux pays de respecter les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et les objectifs de développement durables.

La principale source de financement pour ces activités est le EU funded ACP MEAs Project Phase 2 qui se concentre sur les secteurs de la biodiversité et des déchets. Une autre source de financement vient du EU funded Biodiversity and Protected Area Management Programme (BIOPAMA).

Les activités comprennent :

Il y a eu une forte demande de formation d'EIE étant donné que la procédure d'EIE n'est pas totalement fonctionnelle ni en place dans un certain nombre de pays membres.
La révision de la législation environnementale dans tous les pays membres est presque complète et permettra de fournir une base de données pour des zones où plus d'aide législative sera nécessaire.

L'aide à plusieurs membres dans la mise en place de leurs NEMS (ou équivalent) via une procédure multi-partite a été fructueuse et continuera cette année.

De la même manière, des ateliers de rédaction de rapports SOE (write-shops) ont été organisés dans plusieurs pays membres pour débuter ou accélérer la procédure de rédaction de ces rapports, et continuera également cette année.

Les activités prévues comprennent notamment :

- Formation EIE et ESE à Tokelau, FSM et dans les îles Cook
- Mise en œuvre d'un manuel de formation régional EIE
- Engagement des EIE et ESE avec la procédure BBNJ
- Mise en œuvre de matériel de formation de conformité et d'exécution
- Évaluation des besoins prioritaires en terme de législation environnementale
- Continuer la mise en œuvre de NEMS en République des îles Marshall
- Débuter la procédure pour la mise en place des NEMS pour le NIUE, FSM, Palau
- Continuer à renforcer les capacités pour l'intégration de données de gestion des déchets et des groupes de biodiversité dans les rapports MEA, SOE et NEMS
- Assurer l'adoption et l'utilisation de rapport SOE en République des îles Marshall et dans les îles Cook
- Débuter la procédure de mise en place SOE et mettre en place des capacités SOE pour Niue et Vanuatu.
- Débuter la procédure SOE au Palos

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de cette Division :

Under Recruitment	Directeur de la division Surveillance environnementale gouvernance
Clark PETERU	Conseiller juridique
Meapelo MAIAI	Conseiller chargé de l'assistance du FEM
Jope DAVETANIVALU	Conseiller en planification et développement des capacités
Paul ANDERSON	Spécialiste de la surveillance de l'environnementale et des rapports sur l'environnement
Melanie BRADLEY	Spécialiste de la planification environnementale
Ryan WRIGHT	Spécialiste de la planification spatiale
Vainuupo JUNGBLUT	Chargé du projet BIOPAMA
Kilom ISHIGURO	Technicien en données géographiques
Pauline Fruean	Secrétaire du directeur/Assistante de Division
Vacant (unfunded)	Conseiller en développement durable
Vacant (unfunded)	Conseiller en surveillance et notification environnementales

Composante : **EMG1 – CADRES PROPICES**

BUT : **Renforcer les cadres, politiques et processus nationaux et la mise en œuvre de la gouvernance, y compris les études d'impact sur l'environnement (EIE), la surveillance et les rapports sur l'environnement et les mécanismes institutionnels connexes**

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
EMG1 : Cadres propices **EMG1.1 – STRATÉGIE : Renforcer les cadres, politiques et processus nationaux et la mise en œuvre de la gouvernance, y compris les études d'impact sur l'environnement (ÉIE), la surveillance et les rapports sur l'environnement et les mécanismes institutionnels connexes**				
E4.1.1 Adoption et utilisation formalisées des évaluations stratégiques de l'environnement et des évaluations intégrées de l'environnement en tant qu'importants outils de planification dans tous les pays	4.1.1.1 D'ici 2016, élaboration de modèles océaniens de cadres réglementaires, couvrant les études d'impact, les évaluations intégrées et les évaluations stratégiques de l'environnement.	• Nombre de modèles de cadres réglementaires (études d'impact, évaluations intégrées et évaluations stratégiques de l'environnement) élaborés.	1. Formations EIE et ESE aux Tokelau, FSM et dans les îles Cook 2. Mise en place d'un manuel de formation régional EIE 3. Engagement EIE et ESE dans la procédure BBNJ 4. Engagement DSM via la International Seabed Authority 5. Travail avec les membres de la Pacific Region Infrastructure Facility sur sauvegarde environnementale et sociale	Sous **total – 188,052** Frais de personnel: **133,322** / Frais de fonctionnement: **54,730** / Frais d'investissement: **-** Source de financement **AUXB 39,082** **NZXB 118,364** **Programme Support 5,406** **UNEP-EC 25,200**
	4.1.1.2 D'ici 2015, mise en place chez au moins cinq Membres insulaires de cadres intégrés de politiques et de réglementations favorables inspirés des modèles océaniens.	Nombre de Membres ayant mis en place des cadres intégrés de politiques et de réglementations inspirés des modèles océaniens. • Niveau de respect des lois nationales sur l'environnement		**Sous Total – 12,876** Frais de personnel: **0** / Frais de fonctionnement: **12,876** / Frais d'investissement: **-** Source de financement **NZXB 6,156** **UNEP-EC 6,720**
	4.1.1.3 D'ici 2015, recensement des besoins régionaux pour veiller à ce que tous les enjeux importants soient examinés.	• Réalisation d'un recensement des besoins		**Sous Total – -0** Frais de personnel: **-** / Frais de fonctionnement: **-** / Frais d'investissement: **-** Source de financement

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
EMG1.2 – STRATÉGIE : Stratégie quinquennale de renforcement de la législation environnementale au niveau national, axée sur les mesures d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets				
E4.1.2 Lois promulguées par les Membres pour satisfaire aux obligations majeures découlant des accords multilatéraux sur l'environnement (AME) et aux priorités environnementales nationales	4.1.2.1 D'ici 2015, actualisation et publication des examens nationaux de la législation environnementale réalisés dans les années 1990	• Nombre de Membres ayant actualisé l'examen de leur législation environnementale.		Sous **Total –27,517** Frais de personnel: **17,475**; Frais de fonctionnement: **10,042**; Frais d'investissement: **-** Source de financement **NZXB** **18,557** **UNEP-EC** **8,960**
	4.1.2.2 Législation nationale adoptée et fonctionnaires formés pour appliquer les dispositions des accords multilatéraux sur l'environnement (par ex. application des règlements de la CITES et matériels de sensibilisation).	• Nombre de Membres dotés d'une législation pour appliquer les dispositions des AME. • Nombre de Membres dont des fonctionnaires sont formés à l'application des dispositions des AME	1. Mise en œuvre de matériel de formation de conformité et d'exécution suivi d'un atelier dans un pays insulaire océanien. 2. Évaluation des besoins prioritaires en matière de législation environnementale	**Sous Total – 216,844** Frais de personnel: **43,298**; Frais de fonctionnement: **170,546**; Frais d'investissement: **3,000** Source de financement **NZXB** **55,921** **Prog. Support** **2,523** **UNEP** **158,400**
	4.1.2.3 Les pays océaniens ayant ratifié des AME proposent de nouvelles priorités concernant l'assistance fournie par les Conférences des Parties aux AME et par les donateurs potentiels.	• Nombre de propositions soumises par des pays océaniens ayant ratifié des AME au sujet de nouvelles priorités en matière d'assistance		**Sous Total – 685,253** Frais de personnel: **141,727**; Frais de fonctionnement: **543,526**; Frais d'investissement: **-** Source de financement **AUXB** **168,245** **UNDP-GEF** **514,486** **Prog. Support** **2,523**

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
EMG2 **Intégration** **EMG2.1 – STRATÉGIE :** **Appuyer l'intégration des politiques et initiatives de gouvernance environnementale portant sur le changement climatique, la biodiversité et la gestion durable des écosystèmes, les espèces envahissantes et la gestion des déchets, dans l'ensemble des programmes et des processus nationaux de développement et de planification budgétaire**				
E4.2.1 Participation accrue des secteurs économiques et sociaux, de la recherche nationale et des établissements éducatifs à la planification environnementale.	4.2.1.1 Tous les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs d'au moins cinq ÉTIO participent à la planification environnementale nationale.	• Nombre de Membres dont les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs participent à la planification environnementale nationale.		Sous **Total – 0** Frais de personnel: - Frais de fonctionnement: - Frais d'investissement: - Source de financement:
	4.2.1.2 D'ici 2015, les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales des AME, les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres cadres internationaux auront été intégrés dans les politiques et stratégies nationales d'au moins cinq Membres.	1. Nombre de Membres qui incluent les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales des AME dans leurs politiques et stratégies nationales.	1. Continuer la mise en œuvre de NEMS en République des îles Marshall 2. Débuter la procédure de mise en place de NEMS pour le Niue, FSM, le Palaos	**Sous total – 303,471** Frais de personnel: **208,078** Frais de fonctionnement: **95,393** Frais d'investissement: **-** Source de financement: **AUXB 262,434** **UNEP-EC 24,612** **UNEP 10,752** **Prog. Support 2,523** **Unsecured 3,150**
	4.2.1.3 Questions touchant à la condition féminine prises en compte dans les activités de planification environnementale	• Preuves de la prise en compte de la condition féminine prises en compte dans les activités de planification environnementale	1.	**Sous Total - 0** Frais de personnel: - Frais de fonctionnement: - Frais d'investissement: - Source de financement:

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
EMG3 : Renforcement des capacités **EMG3.1 – STRATÉGIE : Renforcer les capacités nationales et régionales à appliquer des processus efficaces de surveillance et d'évaluation de l'environnement dans le cadre des études d'impact, des évaluations intégrées et des évaluations stratégiques de l'environnement ainsi que des rapports sur l'état de l'environnement**				
E4.3.1 Capacités nationales et régionales (techniques et ressources humaines) renforcées en vue de la surveillance de l'environnement et de la production de rapports réguliers sur l'état de l'environnement.	4.3.1.1 D'ici 2015, formulation et mise à l'essai de lignes directrices et de programmes régionaux normalisés concernant la formation et l'acquisition de compétences techniques en matière de surveillance, d'évaluation et de production de rapports sur l'environnement.	• Date d'adoption du programme régional de formation à la surveillance environnementale.	1. Continuer à développer les capacités d'intégrer les données de gestion des déchets et des genres de biodiversité dans les rapports MEA, SOE et NEMS	**Sous Total - 0** Frais de personnel: - / Frais de fonctionnement: - / Frais d'investissement: - Source de financement:
	4.3.1.2 D'ici 2015, programme de formation à la surveillance environnementale exécuté et cours de formation des formateurs dispensé chez au moins neuf Membres insulaires.	• Nombre de Membres ayant mis en place un programme de formation à la surveillance environnementale.		**Sous Total - 0** Frais de personnel: - / Frais de fonctionnement: - / Frais d'investissement: - Source de financement:
	4.3.1.3 D'ici 2015, réseau de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales en place dans le Pacifique.	• Nombre de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales ayant intégré un réseau		**Sous Total - 0** Frais de personnel: - / Frais de fonctionnement: - / Frais d'investissement: - Source de financement:
E.4.3.2 Capacités nationales de mise en œuvre des cadres directeurs et de la législation renforcées	4.3.2.1 D'ici 2015, évaluation des capacités requises et adoption de mesures pour combler les déficits recensés.	• Nombre d'activités régionales mises en œuvre pour combler les déficits de capacités.		**Sous Total - 0** Frais de personnel: - / Frais de fonctionnement: - / Frais d'investissement: - Source de financement:

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
EMG4. Suivi et établissement de rapports **EMG4.1 – STRATÉGIE : Élaborer des indicateurs nationaux et régionaux prioritaires sur l'environnement et un programme approprié de rapports sur l'état de l'environnement**				
E4.4.1 Systèmes normalisés de rapports régionaux et nationaux sur l'état de l'environnement élaborés et largement utilisés pour établir des niveaux de référence et mesurer les évolutions	4.4.1.1 D'ici 2015, mise en place d'un cadre pour réaliser des évaluations et des rapports régionaux réguliers sur l'état de l'environnement et pour adopter des dispositions en matière d'accès aux données et de partage des données	• Date de mise en place d'un cadre régional sur l'état de l'environnement.	1. Garantir l'adoption et l'utilisation de rapports SOE en République des îles Marshall et dans les îles Cook 2. Débuter la procédure de mise en œuvre de SOE au Niue, au Vanuatu, introduire la procédure de SOE au Palaos. Construire des capacités SOE au Niue et au Vanuatu 3. Aider EPO et PCDA dans les formations NEMS et EIE et construire des capacités à l'ordre de l'activité 4.1.1.1 dans les îles Cook, Niue et Palaos 4. Analyse spatiale et développement en ligne sous ACPMEA, BIOPAMA, GOBI, MACBIO	Sous **Total – 342,044** Frais de personnel: **210,970**; Frais de fonctionnement: **128,574**; Frais d'investissement: **2,500** Source de financement AUXB 26,525 IUCN 140,728 UNEP-EC 169,746 Prog. Support 5,046
	4.4.1.2 Niveaux de référence des principaux indicateurs régionaux sur l'environnement établis, y compris les grands indicateurs sur le changement climatique, la biodiversité ainsi que les déchets et la pollution, surveillance régulière effectuée et rapport sur l'état de la biodiversité régionale produit en 2015.	• Date d'adoption des niveaux de référence des principaux indicateurs environnementaux.		**Sous Total - 0** Frais de personnel: **-**; Frais de fonctionnement: **-**; Frais d'investissement: **-** Source de financement
	4.4.1.3 D'ici 2015, diffusion d'un premier rapport sur l'état de l'environnement de la région.	• Nombre de Membres ayant contribué à l'établissement des indicateurs sur l'état de l'environnement. • État d'avancement du rapport régional sur l'état de l'environnement		**Sous Total - 0** Frais de personnel: **-0**; Frais de fonctionnement: **-**; Frais d'investissement: **-** Source de financement
	4.4.1.4 D'ici 2015, mise en place de bases de données nationales et régionales aux fins d'inventaire et de surveillance de l'environnement.	• État de la mise en place des systèmes d'inventaire nationaux et régionaux		**Sous Total - 0** Frais de personnel: **-**; Frais de fonctionnement: **-**; Frais d'investissement: **-** Source de financement

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
	4.4.1.5 D'ici 2015, mise en place de procédures de gestion des données et des informations et de préparation des rapports.	• Nombre de Membres ayant mis en place des procédures de gestion des données.		**Sous total - 0** Frais de personnel: - Frais de fonctionnement: - Frais d'investissement: - Source de financement
	4.4.1.6 D'ici 2015, production par au moins cinq Membres insulaires de leurs rapports nationaux sur l'état de l'environnement.	• Nombre de Membres ayant produit leurs rapports sur l'état de l'environnement.		**Sous Total - 0** Frais de personnel: - Frais de fonctionnement: - Frais d'investissement: - Source de financement

TOTAL PRIORITÉ 4	**Frais de personnel**	**$ 754,870**
	Frais de fonctionnement	**$1,015,686**
	Frais d'investissement	**$5,500**
	TOTAL GÉNÉRAL	**$1,776,056**

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES (USD)	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	406,650
	IUCN	81,220
	NZXB	150,800
	Prog Support	18,021
	UNEP-EC	98,180
Frais de fonctionnement :	AUXB	89,635
	IUCN	59,508
	NZXB	45,198
	UNDP GEF	514,486
	UNEP-EC	134,558
	UNEP	169,152
	Unsecured	3,150
Frais d'investissement :	NZXB	3,000
	UNEP-EC	2,500
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	1,772,906	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	3,150	

BUDGET ESTIMATES ALLOCATION BY MEMBER COUNTRY	AMOUNT
Fiji	3,000
Federated States of Micronesia	16,050
Kiribati	11,300
Republic of Marshall Islands	29,325
Niue	18,300
Palau	45,800
Tonga	21,400
Tuvalu	7,300
Vanuatu	9,360
Regional (includes salaries)	1,614,221
TOTAL BUDGET	1,776,056

PRIORITÉ STRATÉGIQUE 5 : SERVICES GÉNÉRAUX

BUT : Veiller au bon fonctionnement du Secrétariat et à la prestation efficace de services à tous les Membres

Contexte stratégique

Les Services généraux et administratifs s'efforceront en 2017 de faire du PROE une organisation efficace et rationnelle, en continuant d'appuyer la bonne mise en œuvre des nouvelles priorités stratégiques du PROE. Ces services couvrent la formulation et la planification des politiques, les ressources humaines et l'administration, les technologies de l'information, la communication, les publications, ainsi que les services d'éducation et d'information.

Les services généraux continueront d'appuyer les domaines prioritaires de l'Organisation : changements climatiques, biodiversité et gestion écosystémique, gestion des déchets et lutte contre la pollution, et surveillance environnementale et gouvernance.

Les ressources humaines et les plateformes financières pour les systèmes et procédures internes ont été renforcées et les efforts seront continus pour améliorer l'intégration dans la gestion de projets et améliorer l'efficacité et les rapports.

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de la direction générale et des services généraux :

Les personnes suivantes contribueront à la réalisation des objectifs de la direction générale et des services généraux :

Name	Position
Kosi LATU	Directeur général
Roger CORNFORTH	Directeur général adjoint
Rosanna GALUVAO AH-CHING	Assistante du directeur général
Apiseta ETI	Assistante du directeur général adjoint
Audrey BROWN-PEREIRA	Directrice exécutive
Selesitina MENI-RETI	Auditrice interne
Simpson Abraham	Expert en gestation des déchets solides, Pacifique Nord
Simon WILSON	Conseiller financier spécialisé en changement climatique
Christian SLAVEN	Directeur des technologies de l'information
Epeli TAGI	Ingénieur chargé des réseaux et du soutien informatiques
Billy CHAN TING	Spécialiste du développement d'applications web
Ainsof SO'O	Développeur analyste système
Tavita SUA	IT Assistant
Nanette WOONTON	Attachée de relations publiques
Miraneta WILLIAMS-HAZELMAN	Directrice du Centre d'information et de documentation
Angelica SALELE	Chargée de l'information
Lupe SILULU	Responsable des dossiers et des archives
Emma Arasi	Assistant chargé des dossiers et archives
Petra Chan TUNG	Conseillère financière et administrative
Veronica F. LEVI	Comptable
Siniva TUUAU-ENOSA	Comptable de projet
Alvin SEN	Comptable de projet
Maraea SLADE-POGI	Procurement Officer
Rachel LEVI	Chargée des finances
Penina MATATUMUA	Chargée des finances
Sabrina REUPENA	Chargée des finances
Reuben TAMANIKAIYAROI	Chargée des finances
Hetta LEATULAGI	Chargé des finances - Voyager
Anuilagi TYRELL	Chargé des finances – Data Processing
Lawrence WARNER	Responsable des biens immobiliers
Faamanatu SITITI	Chauffeur/commis
Tologauvale LEAULA	Préposée au nettoyage et au thé
Amosa TO'OTO'O	Préposé au nettoyage et au thé
Tagiilima ENELE	Jardinier
Simeamativa LEOTA-VAAI	Conseillère en ressources humaines
Luana CHAN	Chargée des ressources humaines
Christine PURCELL	Administratrice adjointe des ressources humaines
Jolynn FEPULEAI	Administratrice adjointe des ressources humaines
Monica TUPAI	Assistante des Services généraux

Composante 5 : SERVICES GÉNÉRAUX

But : Tous les services transversaux fournis par le Secrétariat sont alignés sur les buts des 4 domaines prioritaires du Plan stratégique

<table>
<tr><th>Objectifs pour 2017</th><th>Cibles</th><th>Indicateurs</th><th>Activités prévues pour 2017</th><th>Prévisions budgétaires USD</th></tr>
<tr><td colspan="5">Volet : 5.1 – Direction générale
CS1.1 – Stratégie : Appuyer les Membres grâce à la prestation efficace de services</td></tr>
<tr><td rowspan="4">C5.1.1
Diriger efficacement le Secrétariat et le doter des ressources financières et humaines suffisantes pour réaliser les priorités stratégiques du Plan 2011-2015.</td><td>5.1.1.1
Évaluer l’efficacité des services fournis par le Secrétariat pour garantir qu’il est en mesure de répondre aux priorités fixées dans le nouveau plan stratégique</td><td>• Le Secrétariat dispose des ressources et de l’appui necessaire pour répondre aux priorités fixées dans le nouveau plan stratégique</td><td>1. Entreprendre des consultations fructueuses avec un large éventail de membres, partenaires et membres du personnel concernant le nouveau plan stratégique et le PIP.
2. Le nouveau PIP reflète les priorités des membres du PROE et est présenté à la 28e réunion du PROE pour adoption.
3. Les fonctions de gouvernance du PROE sont davantage renforcées, notamment la surveillance et l’évaluation, la gestion des risques et la gestion financière..</td><td rowspan="4">Sous Total – 1,723,711
Frais de personnel | Frais de fonctionnement | Frais d'investissement
1,037,730 | 680,981 | 5,000
Source de financement
AUXB 307,291
Core 1,069,820
NZXB 46,600
Unsecured 300,000</td></tr>
<tr><td>5.1.2.1
Garantir l’efficacité de la planification et des services de conférences de la réunion du PROE, notamment en appliquant les dispositions de gouvernance qui seront convenues à la SM27, et en faire de même pour les autres réunions de haut niveau dont le PROE est responsable</td><td>• La réunion biannuelle du PROE se tient de façon professionnelle, et tous les membres sont en mesure d’y assister et d’y participer.
• Les dispositions relatives à la gouvernance alternée convenues par la SM27 sont appliquées et reçoivent l’appui adéquats</td><td>1. Fourniture aux membres de tous les documents pertinents en amont de la 28e réunion du PROE.
2. Le rapport de la réunion du PROE a été publié et imprimé en version papier et en version numérique, en anglais et en français, et transmis aux membres en temps voulu
3. Le rapport annuel 2006 est d’excellente qualité et est communiqué aux Membres en temps voulu, en amont de la 28e réunion du PROE.</td></tr>
<tr><td>5.1.3.1
Veiller à la consultation efficace et régulière des Membres.

5.1.4.1
Veiller à ce que l'audit interne soit effectivement au service du Comité d’audit et effectue ses audits annuels comme prévu par le plan d'audit annuel.</td><td rowspan="2">• Les Membres sont consultés et informés des décisions importantes.
• Participation des membres de la TROIKA au Comité d’audit, ce qui garantit une consultation efficace des membres
• Achèvement de la gestion des risques par le Secrétariat
• La gestion du Secrétariat est assurée en ligne avec les avis professionnels visant à améliorer l’efficacité de la gestion des risques, du contrôle interne et des processus de gouvernance.</td><td rowspan="2">1. Mettre en œuvre le plan d’audit 2017
2. Fournir des services d’appui au Comité d’audit en organisant deux réunions pendant l’année et en présentant au Secrétariat un rapport de ses activités
3. Fournir un avis et une aide techniques concernant les questions relatives aux contrôles internes et à la gestion des risques
4. Examiner la politique relative à la fraude et en suivre l’application</td></tr>
</table>

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
Volet : 5.2 – Information et communication **Sous-volet : 5.2.1 – Technologies de l'information et télécommunications**				
C5.2.1a Fournir des systèmes d'information et de communication fiables et conviviaux.	5.2.1.1 Gestion des bases de données de l'Organisation et de ses programmes.	• Bases de données de l'Organisation disponibles aux utilisateurs, régulièrement mises à jour sur une plate-forme technique appropriée et stable.	1. Développement et entretien du site Web du PROE 2. Fournir un avis et une aide techniques pour mettre en œuvre le système Employee Connect and Recruitment 3. Fournir des conseils et de l'appui sur le renforcement du système financier (TechOne) 4. Développement et entretien du système d'information de gestion des projets 5. Fournir un avis et un appui technique aux systèmes d'entreprises et aux projets régionaux repris dans le portefeuille de technologies de l'information et de la communication[1]	**Sous Total – 1,006,908** Frais de personnel: **757,058** Frais de fonctionnement: **223,350** Frais d'investissement: **26,500** Source de financement AUXB 284,528 Core 591,870 NZXB 124,510 UNDP-GEF 6,000
	5.2.1.2 Assistance sur les TIC fournie au Secrétariat.	• TIC à disposition des agents du PROE et gérées sur une plate-forme technique stable. • Agents du PROE informé des interruptions de service informatique, programmées afin de perturber le moins possible les activités du Secrétariat.	1. Mettre à niveau les systèmes de courriel et de conférence 2. Mettre à niveau l'Intranet et les outils de collaboration 3. Former le personnel aux outils informatiques et aux logiciels les plus courants 4. Fournir une formation technique pour les projets approuvés 5. Fournir un appui informatique lors de la réunion du PROE et des ateliers et conférences organisées par le PROE 6. Fournir un avis et un appui techniques pour les sites Web, services d'assistances et portails des programmes/projets approuvés	
	5.2.1.3 Élaboration et mise à jour d'un processus de gestion des risques relatifs aux TIC.	• Processus de gestion des risques relatifs aux TIC élaborés et déployés pour permettre la restauration de données à jour dans les délais les plus brefs en cas de sinistre informatique.	1. Réviser et tester le Plan de restauration des données du PROE 2. Réviser et appliquer les politiques et procédures informatiques 3. Élaborer une stratégie informatique 4. Suivre et entretenir les accords sur le niveau de service et les relations avec les partenaires commerciaux	

[1] Un appui est actuellement fourni à plus de 20 applications et bases de données

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
Volet : 5.2 – Information et communication **Sous-volet : 5.2.2 – Unité de documentation et d'information**				
C5.2.2a Fournir des systèmes d'information et de communication fiables et conviviaux.	5.2.2.1 Système d'archivage développé et tenu à jour.	• Système d'archivage permettant un accès rapide aux données élaboré et déployé.	1. Numériser les documents administratifs et les documents relatifs aux programmes du PROE 2. Scanner et classer les lettres d'accord, les protocoles d'accord, les lettres d'entente et les archiver dans la base de données 3. Entretenir la base de données des archives du PROE	
	5.2.2.2 Maintien et amélioration de l'accès aux services bibliothécaires.	• Réponses aux demandes de service de recherche et de documentation données dans les délais prescrits. • Bases de données bibliographiques actualisées et accessibles. Documents pertinents recensés, catalogués et saisis dans la base de données de la bibliothèque et disponibles sous un format exploitable. • Accès accru aux publications, matériels promotionnels et informations sur l'Organisation sur support papier et électronique. • Collection étendue et actualisée sur les principaux sujets environnementaux concernant le Pacifique de sorte à répondre aux besoins du PROE et des parties prenantes de la région.	1. Assurer des services de fourniture de recherches et de documents au personnel du PROE et aux acteurs régionaux. 2. Répondre aux demandes d'informations dans les 24 à 28 heures. 3. Développer une bibliothèque en ligne et une plateforme internet pour étendre l'accès aux informations relatives à l'environnement. 4. Peaufiner le système d'accès aux informations *via* la bibliothèque virtuelle PEIN. 5. Acheter les documents nécessaires (format papier et numérique) pour répondre aux besoins des utilisateurs et parties prenantes du PROE. 6. Élaborer et mettre à jour les politiques et directives existantes de l'IRCA, ainsi que les moyens de promotion. 7. Diffuser les publications du PROE auprès des membres, des parties prenantes et des bibliothèques dépositaires conformément au calendrier prévu et dans les formats adéquats. 8. Accroître la présence et la visibilité du PROE sur les réseaux sociaux (Facebook, YouTube, Twitter)	
	5.2.2.3 Systèmes de gestion des dossiers à jour et services fournis.	• Systèmes de gestion des dossiers en place et régulièrement examinés et actualisés conformément aux meilleures pratiques actuelles. • Services de courrier et d'archivage fournis	1. Les dossiers sont scannés dans Outlook pour y accéder facilement en cas de besoin 2. Communiquer les informations des dossiers de façon précise et opportune au Secrétariat	

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
Volet : 5.2 – Information et communication **Sous-volet : 5.2.3 – Communication, publications et éducation**				
C5.2.3a Capacités nationales de communication et d'éducation renforcées et appuyées.	5.2.3.1 Programmes nationaux d'éducation et de communication sur l'environnement renforcés pour promouvoir les changements de comportements à tous les niveaux.	• Nombre de pays dotés de stratégies de communication. • Nombre de publications et de supports de sensibilisation et d'éducation disponibles et accessibles aux Membres par le biais du PROE. Activités d'éducation et de sensibilisation à l'environnement menées par le PROE de manière cohérente et coordonnée en privilégiant l'application des principes de l'EDD.	1. Évaluer l'état des stratégies de communication et de sensibilisation adoptées par les pays membres du PROE afin d'en obtenir un aperçu et de déterminer la suite à donner 2. Amener l'équipe chargée de la communication et de la sensibilisation à élaborer une stratégie de communication qui soit alignée sur le nouveau plan stratégique à venir 3. Élaborer une politique relative à l'efficience énergétique et à la sensibilisation et mettre en oeuvre la stratégie, en mettant en lumière en 2017 un des domaines principaux sur lesquels travaille le PROE et en créant une boîte à outils pour ce domaine.	
	5.2.3.2 Questions techniques et scientifiques dûment communiquées à tous les niveaux, des activités communautaires à l'élaboration de politiques.	• Nombre de matériels de communication scientifique produits et distribués. • Niveau de compréhension à l'échelon régional des principales thématiques environnementales.	1. Élaborer au moins deux outils pour favoriser la communication de deux domaines techniques et scientifiques des travaux du PROE 2. Intégrer au moins une approche novatrice en matière de vulgarisation scientifique, en tirant les enseignements d'autres initiatives et projets	
	5.2.3.3 Participation accrue de la jeunesse et des jeunes cadres aux actions et aux décisions portant sur l'environnement	• Initiative PEEL (Futurs leaders océaniens de l'environnement) en place • Nombre d'activités élaborées dans le cadre du réseau • Système d'encadrement mis en place pour aider les bénéficiaires du réseau PEEL.	1. Examiner les travaux menés par le PROE pour sensibiliser les jeunes océaniens et déterminer la marche à suivre pour intensifier ces efforts. 2. Appuyer et modérer les discussions du réseau PEEL 3. Aider l'Ambassadeur de la jeunesse du PROE à renforcer les activités environnementales menées auprès des jeunes dans le cadre d'au moins une activité.	

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
	5.2.3.4 Couverture renforcée des thématiques et manifestations environnementales nationales, régionales et internationales.	• Production de documents dans le but d'aider les médias océaniens à diffuser des informations factuelles. • Formation proposée aux médias océaniens pour renforcer la couverture des thématiques environnementales. • Bulletins d'information distribués sur les activités et manifestations des conférences régionales et internationales sur l'environnement. • Formation proposée aux pays membres et aux agents techniques du PROE pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux et régionaux. • Élaboration de stratégies visant à promouvoir la position des membres océaniens lors de certaines réunions régionales et internationales.	1. Quatre fiches descriptives/aide-mémoires sont élaborés à l'intention des medias océaniens pour les aider à rédiger des articles sur les principales questions environnementales 2. Une formation en interne sur les medias est organisée à l'intention du personnel du PROE pour l'aider à renforcer ses compétences en la matière. 3. Une campagne Voyage pacifique vers la CdP23 de la CCNUCC et le CMP-4 est préparée pour appuyer les activités de communication.	
	5.2.3.5 Sensibilisation accrue au travail du PROE dans les pays membres grâce aux médias.	• Publications du PROE produites et distribuées conformément à la Stratégie intégrée de communication et aux Directives sur les publications du PROE. • Personnel du PROE mieux équipé pour développer des relations avec les médias afin de sensibiliser le public. • Matériels de relations publiques du PROE produits et diffusés. • Au moins une activité/manifestation médiatique accueillie par le PROE au niveau régional ou national pour attirer l'attention sur le PROE et son travail.	1. La visibilité du PROE est renforcée grâce à la diffusion de ses documents et de ses produits 2. Actualisation permanente d'au moins un élément d'information par jour sur le site Web et sur la page Facebook du PROE, et diffusion par l'entremise des listes de distribution des médias et hors-médias, qui répertorient les informations de contact des médias pour chacun des membres insulaires océaniens. 3. Le PROE assistera et appuiera le sommet biannuel des medias océaniens et/ou la Réunion des diffuseurs océaniens à l'occasion du Fesival du film d'Océanie 4. Le PROE va conclure un partenariat avec un organe de presse pour favoriser son rayonnement régional	

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
	5.2.3.6 Capacité médiatique du Pacifique renforcée pour aborder les thématiques environnementales et améliorer leur compréhension.	• Production de documents dans le but d'aider les médias océaniens à diffuser des informations factuelles. • Formation proposée aux médias océaniens pour renforcer la couverture des thématiques environnementales.	1. Quatre fiches descriptives/aide-mémoires sont élaborés à l'intention des medias océaniens pour les aider à rédiger des articles sur les principales questions environnementales 2. Une formation aux médias régionaux à l'intention des journalistes insulaires océaniens est organisée	
	5.2.3.7 Soutien fourni aux Membres du PROE concernant les relations publiques et les volets de leurs stratégies nationales de communication portant sur les médias.	• Production de matériels à l'intention des Membres pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux. • Prise en compte des médias dans les comités nationaux d'étude et de planification des projets environnementaux. • Nombre de stratégies nationales de communication tenant compte des relations publiques et des médias. • Formation proposée aux pays membres et aux agents techniques du PROE pour améliorer la collaboration avec les médias nationaux et régionaux.	1. Un appui est fourni à au moins 2 pays membres pour les aider à inscrire la prise de contact avec les médias dans leurs stratégies nationales de communication 2. Au moins deux sessions de formation à la communication seront organisées lors des ateliers régionaux du PROE pour renforcer les compétences des membres océaniens en matière de prise de contact avec les médias	
	5.2.3.8 Soutien fourni au PROE et aux Membres dans le cadre des activités de communication et de la couverture médiatique des manifestations régionales et internationales.	• Bulletins d'information distribués sur les activités et manifestations des conférences régionales et internationales sur l'environnement. • Élaboration de stratégies visant à promouvoir la position des membres océaniens lors de certaines réunions régionales et internationales.	1. Le Voyage pacifique vers la CdP23 de la CCNUCC et le CMP-4 est finalisé et mis en œuvre 2. Une formation en communication est élaborée à l'intention des Membres du PROE qui assisteront à des manifestations internationales dans le cadre du Voyage pacifique.	
	5.2.3.9 Sensibilisation accrue au travail du PROE dans les pays membres aux échelons régional et international.	• Matériels de relations publiques produits conformément aux directives du PROE relatives à la visibilité et à l'image de l'organisation dans le cadre de la Stratégie de communication intégrée du PROE. • Site web du PROE contenant des informations actualisées et pertinentes, soumises à un contrôle qualité conformément à la Stratégie de communication intégrée du PROE.	1. Continuer d'actualiser le site Web et la page Facebook du PROE avec des informations récentes au moins une fois par semaine. 2. Accroître le nombre de publications sur Twitter et le nombre d'abonnés de 20 % 3. Élaborer la nouvelle marque PROE pour accompagner le nouveau plan stratégique du PROE	

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
	5.2.3.10 Préparation et diffusion de publications et de matériels sur les thématiques abordées et les travaux réalisés par le PROE.	• Publications du PROE produites et distribuées conformément à la Stratégie intégrée de communication et aux Directives sur les publications du PROE.	1. Toutes les publications du PROE sont élaborées par le PROE et distribuées conformément aux dispositions prévues par le PROE.	
Volet : 5.3 – Finances et administration				
C5.3.1 Fournir des informations et des rapports transparents, fiables et opportuns.	5.3.1.1 États financiers fiables présentés en temps voulu à la Conférence du PROE.	• États financiers annuels approuvés sans réserve par les commissaires aux comptes.	1. Fournir aux commissaires aux comptes des bilans financiers et des données pour l'année 2. Gérer les flux d'argent et les balances des organisations et fournir les recommandations adéquates 3. Faciliter les audits pour garantir que des opinions d'audit impartiales soient reçues pour l'année 2016 4. Renforcer les estimations de budget de manière précise et ponctuelle	**Sous Total – 1,166,320** Frais de personnel: **643,220** Frais de fonctionnement: **467,100** Frais d'investissement: **56,000** Source de financement **Core** **1,116,320** **UNDP-GEF** **50,000**
	5.3.1.2 Présentation en temps voulu de rapports financiers fiables aux donateurs	• Exigences des donateurs respectées en matière de rapports financiers.	1. Soutenir les besoins des donateurs en leur fournissant des conseils et des services d'excellente qualité 2. Fournir dans les temps des rapports financiers pour tous les besoins des donateurs	
	5.3.1.3 Présentation de rapports de gestion financière à la Direction et aux programmes.	• Services administratifs et programmes du PROE ayant accès à des informations financières propices au bon fonctionnement du Secrétariat.	1. Conseiller l'équipe Advise Senior Management team et leur personnel au sujets des finances et des politiques 2. Fournir des projets financiers hebdomadaires et mensuels et des rapports budgétaires demandés par l'agent 3. Fournir des services financiers professionnels ainsi que des conseils adéquats au personnel 4. Gérer les rapports mensuels de budget et fournir des conseils adéquats	
	5.3.1.4 Processus de gestion intégrée des risques financiers mis en œuvre.	• Facteurs de risques financiers régulièrement évalués et mesures d'atténuation des risques élaborées et régulièrement mises à jour.	1. Continuer la mise en œuvre et le développement de réformes relatives au nouveau système de gestion et d'information financier 2. Former et encourager le personnel par rapport à l'utilisation éventuelle de FMIS pour de meilleurs rapports 3. Fournir des conseils de politique et soutenir le personnel par rapport aux politiques d'approvisionnement et aux sujets y afférant	

<table>
<tr><th>Objectifs pour 2017</th><th>Cibles</th><th>Indicateurs</th><th>Activités prévues pour 2017</th><th colspan="4">Prévisions budgétaires USD</th></tr>
<tr><td></td><td>5.3.1.5
Gestion et administration des biens</td><td>• Plans et systèmes de gestion durable des infrastructures et des biens en place et régulièrement évalués et actualisés.</td><td>1. Encourager les pratiques de gestion efficace de propriété et de terres.
2. Gérer les propriétés pour conserver leur état selon les standards établis,
3. Accueillir les SMT et les invités officiels avec soin, en leur envoyant des chauffeurs et en leur proposant les services de transport y afférant
4. Fournir des services de soutien administrative à tout le personnel et aux locataires et fournir des revues pour d'éventuelles améliorations</td><td colspan="3"></td></tr>
<tr><td colspan="8">Volet : 5.4 – Gestion des ressources humaines</td></tr>
<tr><td rowspan="2">C5.4.1
Conseils, politiques et procédures fournis de manière efficace et en temps utile en vue de la gestion et de l'administration des ressources humaines</td><td>5.4.1.1
Conseils et planification stratégiques en matière de gestion des ressources humaines</td><td>• Conseils stratégiques fournis en matière de gestion et d'administration des ressources humaines</td><td rowspan="2">1. Fournir des conseils réguliers, adéquats et pratiques à la Senior Management Team pour les questions stratégique de HRM en accord avec le CORP et les bonnes pratiques internationals mondialement acceptées.</td><td colspan="3">Sous Total – 415,170</td></tr>
<tr><td>5.4.2.1

Règlement du personnel et politiques et procédures de gestion des ressources humaines</td><td>• Règlement du personnel révisé et régulièrement mis à jour.
• Politiques de gestion des ressources humaines en place et régulièrement examinées et actualisées conformément aux meilleures pratiques actuelles.
a. Recrutement et sélection
b. Rémunération
c. Fidélisation
d. Initiation
e. Conditions d'emploi
f. Hygiène et sécurité du travail
g. Relations de travail
• Analyse et évaluation des postes réalisées pour refléter la structure de l'Organisation.</td><td>1. Garantir que la réglementation sur les personnel est à jour
2. Revoir et mettre à jour les politiques HRM et leurs procédures et continuer à mettre en œuvre les politiques nécessaires pour refléter les meilleures pratiques actuelles
3. Participer au travail du groupe de travail pour l'harmonisation du CORP, en particulier pour la mise en œuvre de son plan de travail
4. Mise en œuvre du Module HR du projet HR Information Systems project
5. Continuer à revoir et à mettre à jour les descriptions d'emplois et d'évaluations pour montrer les fonctions de la structure de l'organisation et les valeurs des emplois
6. Continuer à identifier les zones nécessitant une amélioration au niveau des RH.
7. Garantir le recrutement et la rétention de personnel qualifié</td><td>Frais de personnel
262,170
Source de financement
Core</td><td>Frais de fonctionnement
147,000
415,170</td><td>Frais d'investissement
6,000</td></tr>
</table>

Objectifs pour 2017	Cibles	Indicateurs	Activités prévues pour 2017	Prévisions budgétaires USD
	5.4.3.1 Système d'amélioration des résultats personnels, formation et perfectionnement.	• Système d'amélioration des résultats personnels appliqué dans l'ensemble de l'Organisation, en établissant des liens avec la rémunération. • Plans de formation et de perfectionnement pris en compte.	1. Garantir que le Performance Development System est à jour et continuer à soutenir le développement des performances du personnel 2. Identifier les formations et les opportunités de développement adéquates pour répondre au Staff Learning & Development Plans pour une mise en œuvre professionnelle continue et une bonne construction des capacités	

TOTAL PRIORITÉ 5	**Frais de personnel**	**$2,700,178**
	Frais de fonctionnement	**$1,518,431**
	Frais d'investissement	**$93,500**
	TOTAL GÉNÉRAL	**$ 4,312,108**

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES USD	SOURCE DE FINANCEMENT	
Frais de personnel :	AUXB	566,818
	CORE	1,990,850
	NZXB	142,510
Frais de fonctionnement :	AUXB	25,001
	Core	1,114,830
	NZXB	28,600
	UNDP-GEF	50,000
	Unsecured	300,000
Frais d'investissement :	Core	87,500
	UNDP-GEF	6,000
FINANCEMENTS IDENTIFIÉS	4,012,108	
FINANCEMENTS À IDENTIFIER	300,000	

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2017 - Par cible															
BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE															
	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	2.2.4.1	2.2.5.1	2.2.5.2	2.2.5.3	2.3.1.1	2.3.1.2	2.3.1.3	2.3.2.1	2.3.3.1	2.3.4.1	2.3.4.2	2.3.5.1	2.3.5.2	2.3.6.1	Grand Total
Operating category															
I.FRAIS DE PERSONNEL															
Chargé de communications pour le projet PEBACC															72,517
Conseiller en biodiversité															113,973
Responsable de la biodiversité de l'écosystème															108,085
Directeur, Biodiversité et gestion écosystémique	10,808	10,808			10,808			10,808	10,808	10,808		9,006		9,006	180,127
Responsable de la biodiversité de l'écosystème															97,835
Conseiller en espèces envahissantes					9,393	9,393	9,393		9,393	4,697	4,697	9,393	14,090	23,483	93,932
Chargé de projet PEBACC pour les Fidji															15,478
Assistant administratif et financier sur le projet PEBACC															15,478
Gestionnaire du projet PEBAC															125,538
Responsable pays du PEBACC pour les îles Salomon															102,968
Responsable pays du PEBACC pour le Vanuatu															97,573
Chargé de projet PEBACC pour le Vanuatu															15,127
secrétaire du directeur de la division/assistante de division	1,305			1,305		1,305		1,305	1,305		1,305	1,305		1,305	21,753
Chargé de la conservation des requins et des raies															19,884
Conseiller en espèces menacées et migratrices	9,146	9,146	9,146	13,720											91,464
	21,259	**19,954**	**9,146**	**15,025**	**20,201**	**10,698**	**9,393**	**12,113**	**21,506**	**15,504**	**6,002**	**19,705**	**14,090**	**33,794**	**1,171,732**
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT															
consultants															605,660
Direct Funding															80,000
Other Operational Expenses	805	2,692	18,676	570	8,733									2,700	282,475
Voyager	2,000	12,958		3,500	3,000									5,000	241,126
Workshops & Trainings			153,800											12,000	503,939
	2,805	**15,650**	**172,476**	**4,070**	**11,733**	-	-	-	-	-	-	-	-	**19,700**	**1,713,200**
III. Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	**6,678**
GRANT TOTAL	**24,064**	**35,604**	**181,622**	**19,095**	**31,933**	**10,698**	**9,393**	**12,113**	**21,506**	**15,504**	**6,002**	**19,705**	**14,090**	**53,494**	**2,891,610**

	Cibles
2.2.4.1	D'ici 2015, achèvement de l'examen du statut des espèces menacées et évaluation régionale des effets positifs sur l'enrayement du déclin des populations de ces espèces.
2.2.5.1	D'ici à 2015, ratification de la Convention CITES par au moins quatre nouveaux pays insulaires océaniens
2.2.5.2	Formation des responsables scientifiques terminée en vue de la mise en œuvre de l'article 4 de la CITES (avis de commerce non préjudiciable)
2.2.5.3	Élaboration d'un modèle de plan de gestion pour les coraux, les dauphins et d'autres espèces marines
2.3.1.1	D'ici 2013, les priorités régionales concernant les espèces envahissantes seront recensées suite à une analyse des lacunes des Directives pour la gestion des espèces envahissantes dans le Pacifique et des mesures concertées seront prises pour traiter le problème
2,3.1.2	D'ici à 2015, cinq nouveaux Membres seront dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes gérés par des comités nationaux
2.3.1.3	D'ici à 2015, adoption de l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces envahissantes dans cinq États ou Territoires insulaires océaniens
2.3.2.1	D'ici 2015, tous les États et Territoires insulaires océaniens seront membres du PILN.
2.3.3.1	D'ici 2015, de bons exemples de campagnes de sensibilisation et d'éducation sur les espèces envahissantes adaptés aux besoins de la région auront été mis en place.
2.3.4.1	D'ici 2013, une étude pilote aura été réalisée pour démontrer les coûts économiques réels et potentiels d'espèces envahissantes spécifiques et les avantages économiques d'interventions efficaces.
2.3.4.2	D'ici 2014, une campagne de marketing social aura été réalisée afin de promouvoir l'importance politique des enjeux relatifs aux espèces envahissantes et d'accroître les financements qui y sont consacrés
2.3.5.1	D'ici 2015, existence de signes tangibles d'une coordination régionale améliorée pour le partage de l'information sur la situation et la répartition des espèces envahissantes.
2.3.5.2	Un grand projet sur les espèces envahissantes inclus dans le programme du FEM-5.
2.3.6.1	D'ici 2015, des projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication auront été menés dans le cadre du programme de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable et d'initiatives complémentaires

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2016 - Par cible
BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE

	2.1.1.1	2.1.1.2	2.1.1.3	2.1.1.4	2.1.1.5	2.1.1.6	2.1.2.1	2.1.3.1	2.1.4.1	2.1.5.1	2.2.1.1	2.2.1.2	2.2.2.1	2.2.2.2	2.2.3.1	2.2.3.1
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	**Estimation budgétaire**	**Estimation budgétaire**	**Estimation budgétaire**	**Estimation budgétaire**	**Estimation budgétaire**	**Estimation budgétaire**	**Estimation budgétaire**	**Estimation budgétaire**	**Estimation budgétaire**	**Estimation budgétaire**	**Estimation budgétaire**	**Estimation budgétaire**	**Estimation budgétaire**	**Estimation budgétaire**	**Estimation budgétaire**	**Estimation budgétaire**
I.FRAIS DE PERSONNEL																
Directeur, Biodiversité et gestion écosystémique	9,869		9,869				9,869	9,869	9,869	9,869		9,869	9,869			9,869
Conseiller en biodiversité	46,784							35,088	35,088							
Responsable de la biodiversité de l'écosystème		44,645						44,645	9,921							
Conseiller côte et mer		21,580	21,580	21,580	5,395	10,790	5,395	5,395	5,395	10,790						
Conseiller en espèces menacées et migratrices											21,380	5,345	10,690	10,690	10,690	
Chargé de la conservation des requins et des raies											9,412	9,412	9,412	9,412	9,412	
Responsable de la base de données sur les tortues																31,938
Conseiller en espèces envahissantes																
Chargé du réseau pédagogique océanien sur les espèces envahissantes (PILN)																
Gestionnaire du projet PEBACC et responsable de la composante Fidji							130,700									
Responsable pays du PEBACC pour les îles Salomon							110,110									
Responsable pays du PEBACC pour le Vanuatu							114,100									
Chargé de communications pour le projet PEBACC							89,380									
Chargé de projet PEBACC pour les Fidji							24,534									
Chargé de projet PEBACC pour le Vanuatu							19,351									
Assistant administratif et financier sur le projet PEBACC							24,534									
Conseiller juridique	11,650															
Chargé de planification spatiale			22,425													
Assistant programme / division	1,421						1,421	1,421	1,421	1,218		1,218			1,218	1,218
TOTAL DES FRAIS DE PERSONNEL	**69,725**	**66,225**	**53,874**	**21,580**	**5,395**	**10,790**	**529,396**	**96,418**	**61,695**	**21,877**	**30,792**	**25,844**	**29,971**	**20,102**	**21,320**	**43,024**
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT																
Frais administratifs	16,466	2,307	5,905	4,272	-	680	129,418	2,008	2,170	200	449	249	1,349	409	529	2,476
Frais généraux	9,460	26,000	3,900	-	-	-	64,154	1,650	120	-	440	440	440	440	440	7,764
Frais de consultance	24,000	3,000	-	42,728	-	-	217,800	-	-	-	-	-	-	-	-	1,500
Frais liés aux réunions et conférences	10,500	-	17,000	-	-	6,800	81,689	18,000	21,100	2,000	4,000	2,000	7,000	3,000	4,000	2,000
Frais de formation des ÉTIO	86,000	-	35,554	-	-	-	183,150	428	500	-	-	-	-	-	-	8,300
Frais accessoires des ÉTIO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais d'assistance au sein du pays	-	3,600	-	-	-	-	85,801	-	-	-	-	-	3,500	-	-	2,200
Frais liés à des évènements spécifiques	6,000	6,000	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,000	-	-	-
Financements de projets versés directement aux pays	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	21,000	-	-	3,000
TOTAL DES FRAIS DE FONCTIONNEMENT	**152,426**	**40,907**	**62,359**	**47,000**	**-**	**7,480**	**762,012**	**22,086**	**23,890**	**2,200**	**4,889**	**2,689**	**38,289**	**3,849**	**4,969**	**27,240**
III. FRAIS D'INVESTISSEMENT																
Dépenses d'investissement	3,000	2,678	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL DES FRAIS D'INVESTISSEMENT	**3,000**	**2,678**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
TOTAL GÉNÉRAL	**225,151**	**109,810**	**116,233**	**68,580**	**5,395**	**18,270**	**1,291,408**	**118,504**	**85,585**	**24,077**	**35,681**	**28,533**	**68,260**	**23,951**	**26,289**	**70,265**

Cibles

2.1.1.1	Au moins 50 % de tous les Membres exécutent leurs Plans d'action nationaux et stratégies pour la biodiversité (PANSB) ou leurs équivalents.
2.1.1.2	D'ici 2015, le nombre et/ou la surface de zones de conservation marines et terrestres gérées efficacement par les Membres aura augmenté par rapport aux chiffres de 2010
2.1.1.3	Au moins une aire marine protégée (AMP) dûment gérée par chaque Membre.
2.1.1.4	Au moins une initiative régionale sur le paysage maritime (Oceanscape) pleinement opérationnelle
2.1.1.5	D'ici 2015, au moins deux nouveaux pays insulaires océaniens auront ratifié la Convention de Ramsar.
2.1.1.6	D'ici à 2015, mise en œuvre du Plan d'action régional pour les zones humides, coordonnée avec tous les partenaires
2.1.2.1	D'ici à 2015, cinq exemples d'adaptation écosystémique au changement climatique mis en œuvre dans les ÉTIO
2.1.3.1	Groupes de travail de la Table ronde pour la conservation de la nature pleinement opérationnels et jouant le rôle de coordinateurs régionaux dans ce domaine
2.1.4.1	Les Membres consacrent moins de temps à la préparation des rapports requis par les AME
2.1.5.1	Recensement du nombre d'aires d'importance écologique ou biologique dans le cadre de la CDB et d'autres organisations et initiatives pertinentes.
2.2.1.1	D'ici à 2012, révision et actualisation du Plan d'action régional sur les espèces marines
2.2.1.2	D'ici à 2015, ratification par au moins quatre Membres océaniens de la Convention sur la conservation des espèces migratrices (CMS) ou de ses protocoles d'accord
2.2.2.1	D'ici 2015, intégration des priorités régionales concernant les espèces dans les politiques et programmes régionaux et internationaux pertinents
2.2.2.2	D'ici 2015, élaboration et mise en œuvre de deux plans régionaux et quatre plans nationaux de reconstitution des espèces.
2.2.2.3	Application d'une législation nouvelle ou actualisée concernant les espèces sauvages
2.2.3.1	Adoption par les Membres de la base de données TREDS

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2017 - Par cible															
BIODIVERSITÉ ET GESTION ÉCOSYSTÉMIQUE															
	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	2.2.4.1	2.2.5.1	2.2.5.2	2.2.5.3	2.3.1.1	2.3.1.2	2.3.1.3	2.3.2.1	2.3.3.1	2.3.4.1	2.3.4.2	2.3.5.1	2.3.5.2	2.3.6.1	Grand Total
Operating category															
I.FRAIS DE PERSONNEL															
Chargé de communications pour le projet PEBACC															72,517
Conseiller en biodiversité															113,973
Responsable de la biodiversité de l'écosystème															108,085
Directeur, Biodiversité et gestion écosystémique	10,808	10,808			10,808			10,808	10,808	10,808		9,006		9,006	180,127
Responsable de la biodiversité de l'écosystème															97,835
Conseiller en espèces envahissantes					9,393	9,393	9,393		9,393	4,697	4,697	9,393	14,090	23,483	93,932
Chargé de projet PEBACC pour les Fidji															15,478
Assistant administratif et financier sur le projet PEBACC															15,478
Gestionnaire du projet PEBAC															125,538
Responsable pays du PEBACC pour les îles Salomon															102,968
Responsable pays du PEBACC pour le Vanuatu															97,573
Chargé de projet PEBACC pour le Vanuatu															15,127
Secretary to Director BEM/Divisional Assistant	1,305			1,305		1,305		1,305	1,305		1,305	1,305		1,305	21,753
Shark & Ray Conservation Officer															19,884
Threatened & Migratory Species Adviser	9,146	9,146	9,146	13,720											91,464
	21,259	**19,954**	**9,146**	**15,025**	**20,201**	**10,698**	**9,393**	**12,113**	**21,506**	**15,504**	**6,002**	**19,705**	**14,090**	**33,794**	**1,171,732**
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT															
consultants															605,660
Direct Funding															80,000
Other Operational Expenses	805	2,692	18,676	570	8,733									2,700	282,475
Voyager	2,000	12,958		3,500	3,000									5,000	241,126
Workshops & Trainings			153,800											12,000	503,939
	2,805	**15,650**	**172,476**	**4,070**	**11,733**	-	-	-	-	-	-	-	-	**19,700**	**1,713,200**
III. Dépenses d'investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	**6,678**
GRANT TOTAL	**24,064**	**35,604**	**181,622**	**19,095**	**31,933**	**10,698**	**9,393**	**12,113**	**21,506**	**15,504**	**6,002**	**19,705**	**14,090**	**53,494**	**2,891,610**

	Cibles
2.2.4.1	D'ici 2015, achèvement de l'examen du statut des espèces menacées et évaluation régionale des effets positifs sur l'enrayement du déclin des populations de ces espèces.
2.2.5.1	D'ici à 2015, ratification de la Convention CITES par au moins quatre nouveaux pays insulaires océaniens
2.2.5.2	Formation des responsables scientifiques terminée en vue de la mise en œuvre de l'article 4 de la CITES (avis de commerce non préjudiciable)
2.2.5.3	Élaboration d'un modèle de plan de gestion pour les coraux, les dauphins et d'autres espèces marines
2.3.1.1	D'ici 2013, les priorités régionales concernant les espèces envahissantes seront recensées suite à une analyse des lacunes des Directives pour la gestion des
	espèces envahissantes dans le Pacifique et des mesures concertées seront prises pour traiter le problème
2,3.1.2	D'ici à 2015, cinq nouveaux Membres seront dotés de plans d'action sur les espèces envahissantes gérés par des comités nationaux
2.3.1.3	D'ici à 2015, adoption de l'évaluation des risques environnementaux pour orienter les programmes de sûreté biologique et de lutte contre les espèces
	envahissantes dans cinq États ou Territoires insulaires océaniens
2.3.2.1	D'ici 2015, tous les États et Territoires insulaires océaniens seront membres du PILN.
2.3.3.1	D'ici 2015, de bons exemples de campagnes de sensibilisation et d'éducation sur les espèces envahissantes adaptés aux besoins de la région auront été mis en place.
2.3.4.1	D'ici 2013, une étude pilote aura été réalisée pour démontrer les coûts économiques réels et potentiels d'espèces envahissantes spécifiques et les avantages économiques d'interventions efficaces.
2.3.4.2	D'ici 2014, une campagne de marketing social aura été réalisée afin de promouvoir l'importance politique des enjeux relatifs aux espèces envahissantes et d'accroître les financements qui y sont consacrés
2.3.5.1	D'ici 2015, existence de signes tangibles d'une coordination régionale améliorée pour le partage de l'information sur la situation et la répartition des espèces envahissantes.
2.3.5.2	Un grand projet sur les espèces envahissantes inclus dans le programme du FEM-5.
2.3.6.1	D'ici 2015, des projets de démonstration de lutte biologique et d'éradication auront été menés dans le cadre du programme de l'Alliance FEM-Pacifique pour un avenir viable et d'initiatives complémentaires

ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2017 - Par cible														
GESTION DES DÉCHETS ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION														
	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	**3.1.1.1**	**3.1.1.2**	**3.1.1.3**	**3.1.1.4**	**3.1.1.5**	**3.2.1.1**	**3.2.1.2**	**3.2.1.3**	**3.3.1.1**	**3.3.1.2**	**3.3.1.3**	**3.3.1.4**	**3.3.2.1**	**Grand Total**
I. FRAIS DE PERSONNE														
Directeur, Gestion des déchets et lutte contre la pollution	23,354	7,785			7,785	7,785	7,785	7,785				7,785	7,785	77,847
Coordinateur Alliance FEM-Pacifique			14,807									14,807		29,613
Conseiller en gestion des déchets dangereux					5,498	16,495	5,498		5,498		10,996	10,996		54,982
Conseiller en matière de pollution	54,982	25,767								6,442		57,975	38,650	183,816
PacWaste Communications Officer	20,939		15,704	10,470		10,470	47,113							104,696
Gestionnaire de projet européen pour les d	49,034					16,345	10,896				16,345	16,345		108,964
Chargé de projet européen pour les déche	29,592					9,864	9,864				9,864	39,456		98,639
Chargé de projet européen pour les déche	19,140			9,570	66,989									95,698
secrétaire du directeur de la division/assistante de division	2,616	2,616			2,616	2,616					2,462		2,462	15,388
Conseiller en gestion des déchets solides	60,073		5,006			20,024	5,006	5,006	5,006					100,122
	259,730	**36,167**	**35,517**	**20,039**	**82,888**	**83,598**	**86,163**	**12,791**	**10,504**	**6,442**	**39,667**	**147,363**	**48,897**	**869,766**
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT														
Consultants	1,785,615	5,000	25,000	25,000	28,515	13,435						104,167	10,000	1,996,732
Direct funding	372,680		8,000		100,000				65,000	87,500				633,180
Other Operational Expenses	195,377	500	2,900	21,753	18,280	2,535	49,500		12,000	12,980	2,072	32,418	1,000	351,315
Voyager	80,344		5,000	6,000	21,000					4,902	29,600	9,000		155,846
Workshops & Trainings	168,181				55,032	15,950						109,877		349,040
	2,602,197	**5,500**	**40,900**	**52,753**	**222,827**	**31,920**	**49,500**	**-**	**77,000**	**105,382**	**31,672**	**255,462**	**11,000**	**3,486,114**
Dépenses d'investissement	**4,500**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**4,500**
GRAND TOTAL	**2,866,427**	**41,667**	**76,417**	**72,792**	**305,715**	**115,518**	**135,663**	**12,791**	**87,504**	**111,824**	**71,339**	**402,825**	**59,897**	**4,360,379**

	Cibles
3.1.1.1	D'ici 2015, augmentation de la part des déchets et des produits chimiques dangereux correctement gérés par tous les Membres.
3.1.1.2	D'ici à 2015, amélioration de la qualité des eaux côtières et réduction du nombre d'incidents de pollution chez au moins cinq Membres insulaires.
3.1.1.3	Exécution de programmes de minimisation des déchets fondés sur les principes du refus, de la réduction, de la réutilisation et du recyclage, lors de cinq manifestations sportives ou culturelles régionales importantes, et large diffusion des enseignements.
3.1.1.4	Kit de communication sur la gestion des déchets élaboré d'ici 2012 et utilisé par au moins cinq ÉTIO d'ici 2014.
3.1.1.5	Exécution et suivi de programmes pilotes de gestion des déchets, des produits chimiques dangereux et de la pollution par certains Membres d'ici 2013.
3.2.1.1	Méthodes standard de collecte, stockage, analyse et interprétation des données de pollution et de gestion des déchets en place, diffusées et utilisées par au moins six ÉTIO
3.2.1.2	Augmentation du nombre d'articles pertinents publiés dans des revues, actes et autres publications scientifiques régionales et internationales
3.2.1.3	Tour d'horizon régional de la gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de la lutte contre la pollution publié d'ici 2015
3.3.1.1	Analyse de référence de la capacité de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution achevée en 2011 et révisée en 2015, en association avec d'autres travaux comme ceux réalisés par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
3.3.1.2	Au moins une activité régionale clé mise en œuvre d'ici 2012 pour combler les déficits de capacités des Membres.
3.3.1.3	Cinq modèles de bonnes pratiques de gestion des déchets et de lutte contre la pollution identifiés et diffusés à tous les Membres et au moins un modèle reproduit chez certains Membres d'ici 2015
3.3.1.4	Formation sur les meilleures pratiques en matière de gestion des déchets et des produits chimiques dangereux et de lutte contre la pollution proposée à tous les Membres.
3.3.2.1	Atteinte des objectifs du Programme pour la prévention de la pollution marine dans le Pacifique 2010-2014 (PACPOL)

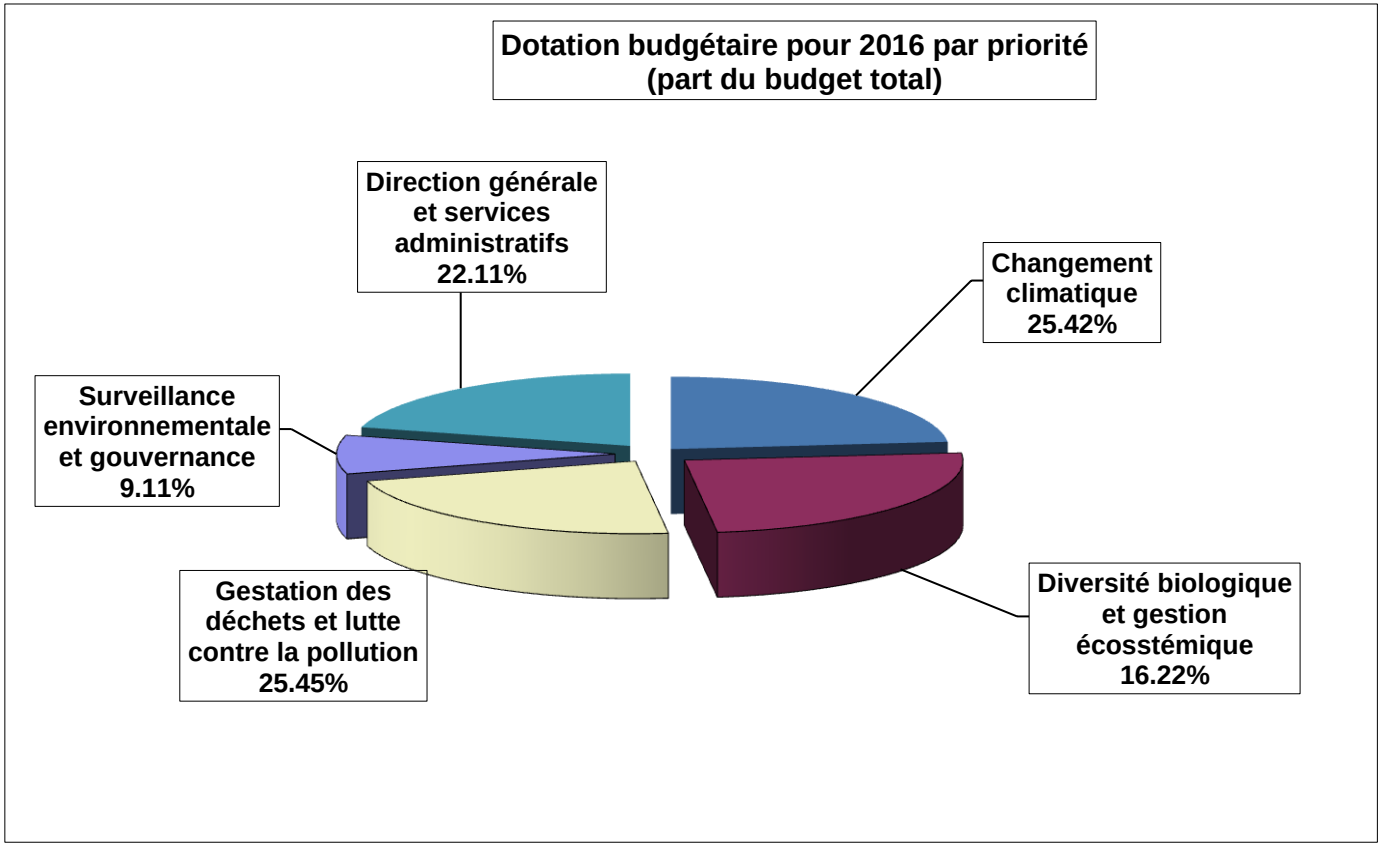
ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2017 - Par cible										
SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE ET GOUVERNANCE										
	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	**2.1.1.1**	**4.1.1.1**	**4.1.2.1**	**4.1.2.2**	**4.1.2.3**	**4.2.1.2**	**4.3.1.1**	**4.4.1.1**	**5.1.1.1**	**Grand Total**
I. FRAIS DE PERSONNEL										
Directeur, Suivi environnemental et gouvernance				38,924		38,924				77,847
Chargé du suivi et du reporting environnemental								105,895		105,895
Chargé de planification environnementale		93,298								93,298
Conseiller en appui du FEM					96,545					96,545
Conseiller juridique	10,859		16,289	38,008					43,438	108,594
Conseiller en planification et développement des capactités						99,964				99,964
secrétaire du directeur de la division/assistante de division		5,029		2,347	2,347	2,347		4,694		16,765
spécialiste de la planification spatiale								98,226		98,226
	10,859	**98,328**	**16,289**	**79,278**	**98,892**	**141,235**		**208,815**	**43,438**	**697,134**
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT										
Consultance				30,000				70,927		100,927
Other Operational Expenses		11,157		13,121	6,440	29,378	920	38,721		99,737
Voyager		9,000		22,200	14,000	6,785	9,200	11,200		72,385
Workshops & Trainings		10,415			13,000	47,685		49,350		120,450
	-	**30,572**	-	**65,321**	**33,440**	**83,848**	**10,120**	**170,197**	-	**393,498**
III. Dépenses d'investissement								**1,600**		**1,600**
TOTAL GÉNÉRAL	**10,859**	**128,900**	**16,289**	**144,599**	**132,332**	**225,082**	**10,120**	**380,612**	**43,438**	**1,092,232**

	Cibles
4.1.1.1	D'ici 2015, élaboration de modèles océaniens de cadres réglementaires, couvrant les études d'impact, les évaluations intégrées et les évaluations stratégiques de l'environnement.
4.1.1.2	D'ici 2015, mise en place chez au moins cinq Membres insulaires de cadres intégrés politiques et réglementaires favorables, inspirés des modèles océaniens.
4.1.1.3	D'ici à 2015, recensement des besoins régionaux pour veiller à ce que tous les enjeux importants soient examinés
4.1.2.1	D'ici à 2012, actualisation et publication des examens nationaux de la législation environnementale réalisés dans les années 1990
4.1.2.2	Mise en place d'une législation nationale et de responsables formés à la mise en œuvre des exigences liées aux AME
4.1.2.3	Les pays océaniens ayant ratifié des AME proposent de nouvelles priorités concernant l'assistance fournie par les Conférences des Parties aux AME et par les donateurs potentiels.
4.2.1.1	Tous les secteurs économiques, les instituts de recherche et les établissements éducatifs d'au moins cinq ÉTIO participent à la planification environnementale nationale.
4.2.1.2	D'ici 2015, les priorités régionales convenues concernant les cibles internationales des AME, les objectifs du Millénaire pour le développement et d'autres cadres internationaux auront été intégrés dans les politiques et stratégies nationales de au moins cinq Membres.
4.2.1.3	Questions touchant à la condition féminine prises en compte dans les activités de planification environnementale
4.3.1.1	D'ici à 2012, formulation et mise à l'essai de lignes directrices et d'un programme régional normalisé concernant la formation et l'acquisition de compétences techniques en matière de surveillance, d'évaluation et de production de rapports sur l'environnement
4.3.1.2	D'ici 2015, programme de formation à la surveillance environnementale exécuté et cours de formation des formateurs dispensé chez au moins neuf Membres insulaires.
4.3.1.3	D'ici 2015, réseau de spécialistes de l'évaluation et de la planification environnementales en place dans le Pacifique.
4.3.2.1	D'ici 2015, évaluation des capacités requises et adoption de mesures pour combler les déficits recensés.
4.4.1.1	D'ici 2012, mise en place d'un cadre pour réaliser des évaluations et des rapports régionaux réguliers sur l'état de l'environnement et pour adopter des dispositions en matière d'accès aux données et de partage des données
4.4.1.2	Niveaux de référence des principaux indicateurs régionaux sur l'environnement établis, y compris les grands indicateurs sur le changement climatique, la biodiversité, ainsi que les déchets et la pollution; surveillance régulière mise en place
4.4.1.3	D'ici 2015, diffusion d'un premier rapport sur l'état de l'environnement de la région.
4.4.1.4	D'ici à 2012, mise en place de bases de données nationales et régionales aux fins d'inventaire et de surveillance de l'environnement
4.4.1.5	D'ici à 2015, mise en place de procédures de gestion des données et des informations et de préparation des rapports
4.4.1.6	D'ici à 2015, production par au moins cinq Membres ÉTIO de leurs rapports nationaux sur l'état de l'environnement

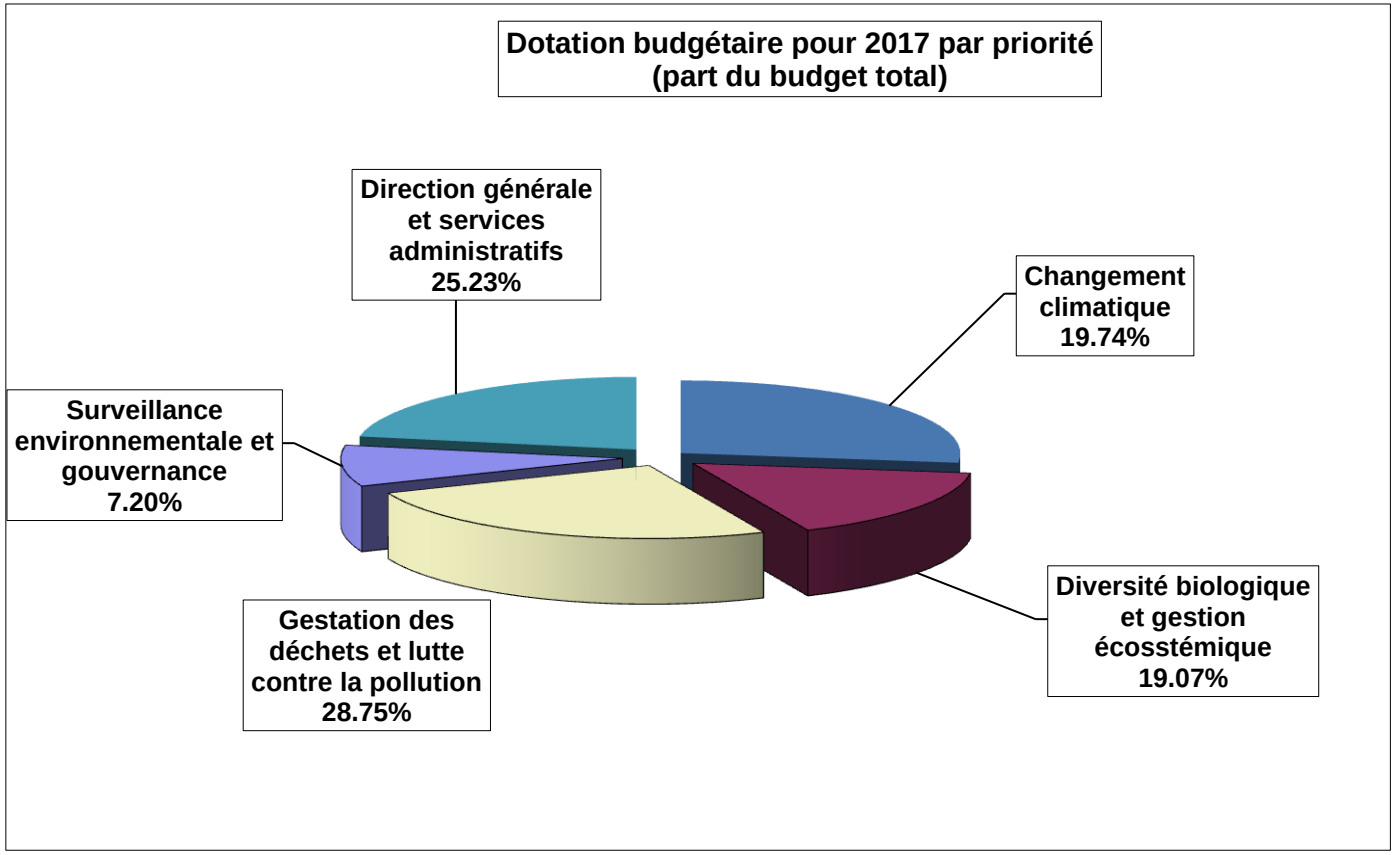
ANALYSE BUDGÉTAIRE DÉTAILLÉE POUR 2017 - Par cible								
DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICES ADMINISRATIFS								
	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire	Estimation budgétaire
COÛTS DE MISE EN ŒUVRE	**5.1.1.1**	**5.2.1.1**	**5.2.1.2**	**5.2.1.3**	**5.3.1.1**	**5.3.1.2**	**5.4.1.1**	**Grand Total**
I. FRAIS DE PERSONNEL								
Assistante du directeur généra	247,040							247,040
assistante du directeur général adjoint	165,425							165,425
responsable de l'administration et des conférences						14,588		14,588
administratrice adjointe des ressources humaines							40,061	40,061
Assistante chargée des dossiers et des archives		14,888						14,888
Climate Finance Adviser	88,563							88,563
Commuications Support Officer			16,719					16,719
assistante des services génér							16,203	16,203
chauffeur/commis							14,323	14,323
assistante du directeur général adjoint	21,976							21,976
assistante du directeur général	20,053							20,053
directrice exécutive	79,070							79,070
conseillère financière et administrative					87,563			87,563
chargée des finances - projets					16,203			16,203
chargée des finances - Bank Reconcilliations					17,427			17,427
chargée des finances - Payroll & Accounts Receivables					17,486			17,486
chargée des finances - Projets					17,645			17,645
chargée des finances - Data Processing					14,588			14,588
chargée des finances - Voyager					15,188			15,188
comptable					83,137			83,137
jardinier						15,110		15,110
conseillère en ressources humaines							106,594	106,594
administratrice adjointe des ressources humaines							76,580	76,580
chargée de l'information		19,735						19,735
directrice du centre d'information et de documentation		82,869						82,869
auditrice interne	99,409							99,409
IT Assistant				14,888				14,888
conseiller en communication et sensibilisation	111,210							111,210
responsable des médias et des relations publiques				129,242				129,242
responsable des médias et des relations publiques			102,688					102,688
Outreach Support Officer			20,324					20,324
Procurement Assistant					14,588			14,588
Procurement Officer					81,552			81,552
comptable de projet					127,805			127,805
responsable des biens immobiliers						22,336		22,336
responsable des dossiers et des archives					20,951			20,951
Expert en Gestion des déchets solides, Pacifique Nord	40,100							40,100
experte technique du Proe (secteur de l'eau)	39,250							39,250
technologies de l'information				80,369				80,369
Préposée au nettoyage et au thé						16,793		16,793
chargée des publications				53,118				53,118
	912,094	**117,492**	**139,732**	**277,617**	**514,132**	**68,828**	**253,760**	**2,283,654**
II. FRAIS DE FONCTIONNEMENT								
Consultants	2088	8000	16000		30000		20000	76088
Other Operational Expenses	189852.8	23800	61950	100400	158200	435667	117000	1086869.8
Voyager	225190	5000	20000	9000	10000		10000	279190
Workshops & Trainings			1000					1000
	417130.8	**36800**	**98950**	**109400**	**198200**	**435667**	**147000**	**1443147.8**
III. Dépenses d'investissement	**5000**	**2000**	**2500**	**28200**	**0**	**56000**	**6000**	**99700**
TOTAL GÉNÉRAL	**1,334,225**	**156,292**	**241,182**	**415,217**	**712,332**	**560,495**	**406,760**	**3,826,502**

	Résultats :
5.1	Direction générale
5.2	Information et communication
5.3	Finance et administration
5.4	Gestion des ressources humaines

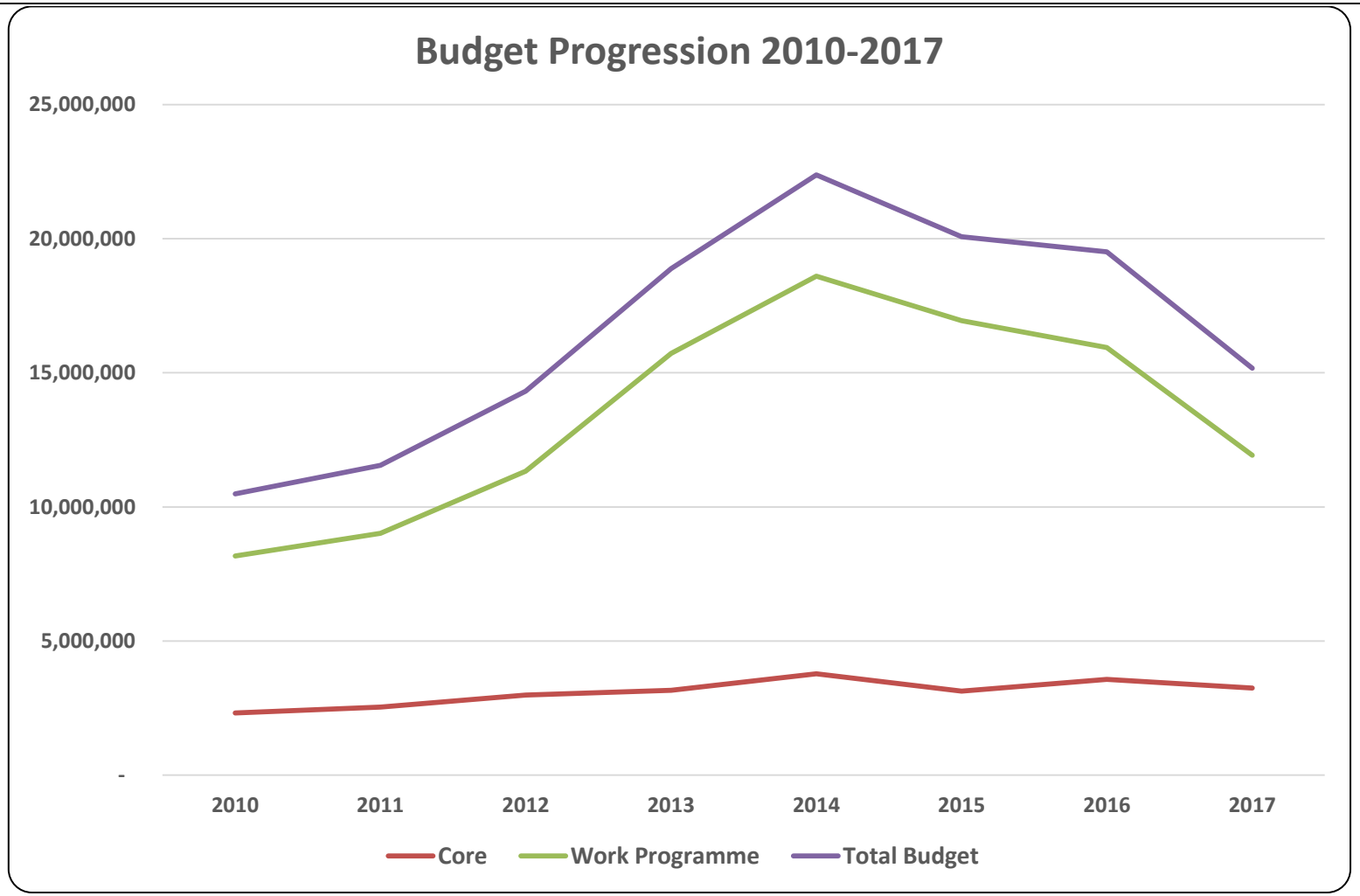
GRAPH 1


Dotation budgétaire pour 2016 par priorité (part du budget total)
Direction générale et services administratifs 22.11%
Changement climatique 25.42%
Surveillance environnementale et gouvernance 9.11%
Gestation des déchets et lutte contre la pollution 25.45%
Diversité biologique et gestion écosstémique 16.22%

GRAPH 2


Dotation budgétaire pour 2017 par priorité (part du budget total)
Direction générale et services administratifs 25.23%
Changement climatique 19.74%
Surveillance environnementale et gouvernance 7.20%
Gestation des déchets et lutte contre la pollution 28.75%
Diversité biologique et gestion écosstémique 19.07%

GRAPH 3


Budget Progression 2010-2017
25,000,000
20,000,000
15,000,000
10,000,000
5,000,000
-
2010
2011
2012
2013
2014
2015
2016
2017
Core
Work Programme
Total Budget